T2137-504-8,00 F

ISSN 0026-9433

C.I.R.A

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 504 JEUDI 10 NOVEMBRE 1983 8,00 F

MITTERRAND, GATTAZ, FABIUS :

TOUS UNIS POUR FAIRE LES POCHES AUX TRAVAILLEURS

CONGRÈS P.S.

Renouveau socialiste ou grand-messe social-démocrate ? Notre point de vue sur les compromissions des « godillots roses »

Page 5

LAÏCITÉ

Attaquée par la droite, la laïcité devra à présent être défendue contre la gauche. Les anarchistes ne peuvent rester en marge du combat.

Pages 5 et 6

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — **Allier** : Moulin — **Ardèche** : Aubenas — **Bouches-du-rhône** : Marseille, Bouc-Bel-Air — **Calvados** : Caen — **Charentes-Maritimes** : Marennes, Rochefort — **Côte d'Or** : Dijon — **Doubs** : Besançon — **Eure** : Evreux — **Finistère** : Brest, Quimper — **Gard** : Groupe du Gard — **Gironde** : Bordeaux — **Haute-Garonne** : Toulouse nord, Toulouse sud — **Haute-Saône** : Gray — **Hérault** : Béziers — **Ile-et-Vilaine** : Rennes — **Indre-et-Loire** : Tours — **Loire** : Saint-Etienne — **Loire-Atlantique** : Nantes — **Lot-et-Garonne** : Agen — **Maine-et-Loire** : Angers — **Manche** :Cherbourg — **Marne** : Reims — **Morbihan** : Lorient — **Moselle** : Metz — **Nord** : Lille — **Oise** : Beauvais, Creil, Pont-Sainte-Maxence — **Orne** : Flers, La Ferté-Macé — **Rhône** : Lyon — **Sarthe** : Le Mans — **Seine-Maritime** : Le Havre, Rouen — **Somme** : Amiens — **Var** : Groupe Région toulonnaise — **Haute-Vienne** : Limoges — **Yonne** : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1er, 3e, 4e, 5e, 9e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e — **Banlieue sud** : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — **Banlieue est** : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — **Banlieue ouest** : Houilles, Sartrouville, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — **Banlieue nord** : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — **Est** : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — **Ile-de-France** : Brunoy, Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — **Ouest** : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême — **Centre** : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — **Sud, Sud-Ouest** : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer — **Rhône-Alpes** : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — **Corse** : Ajaccio.

VENTE MILITANTE DU MONDE—LIBERTAIRE

Nous vous proposons de choisir ce système car il nous permettra de recevoir de l'argent d'avance et de ne pas nous enferrez dans des correspondances de relance.

Les chiffres de ce tableau sont calculés de la façon suivante : pour un envoi de 3 exemplaires, on considère une vente de 2 ex. ; pour 5 ex. envoyés : 3 ex. vendus ; pour 10 ex. : 6 ex. ; pour 15 ex. : 10 ex.

Les administrateurs

	3 M.L.	5 M.L.	10 M.L.	15 M.L.
3 mois 13 n°	200 F	300 F	600 F	1 000 F
6 mois 26 n°	400 F	600 F	1 200 F	2 000 F
1 an 50 n°	800 F	1 200 F	2 400 F	4 000 F

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement ◯ Réabonnement ◯ Abonnement de soutien ◯

Chèque postal ◯ Chèque bancaire ◯ Mandat-lettre ◯ Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République) tél. : 805.34.08

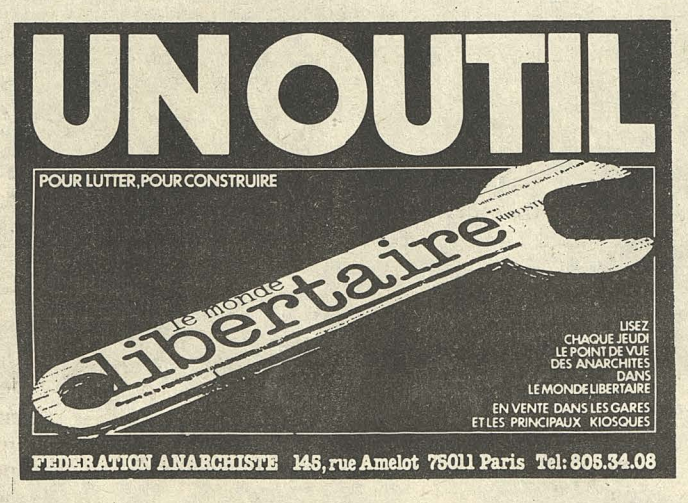
éditions

Poster de Léo Ferré pour le gala de soutien à Radio-Libertaire. Format : 117 x 160. Prix : 25 F l'unité ; 1 F au-dessus de 50 exemplaires.

A partir du samedi 5 novembre 1983, la même affiche (de format : 44 x 56) sera disponible à la librairie du Monde libertaire. Prix : 5 F l'unité, 0,30 F au-dessus de 10 exemplaires.

Notre station a besoin, et aura toujours besoin, du soutien politique et financier de tous ceux qui se battent pour l'expression du mouvement anarchiste.

Le 13 décembre 1983 marquera une date importante dans la vie de Radio-Libertaire. Ce jour-là, à l'espace B.A.S.F. (métro : Balard), Léo Ferré donnera un spectacle spécialement conçu pour notre radio. Il dépend de chacun d'entre nous que ce rendez-vous avec Léo Ferré soit une des grandes fêtes de Radio-Libertaire.



Affiche éditée par l'Administration. Prix : 5 F l'unité, 0,85 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 92 X 65.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

communiqués

• Un groupe est en formation sur La Défense (92) : Courbevoie, Nanterre et Puteaux.

Les personnes intéressées par la propagation des idées libertaires sur ce quartier peuvent contacter les R.I. qui transmettront.

• Le groupe d'Angers de la F.A. vient d'éditer une brochure intitulée : « Anarchisme, écologie, luttes anti-nucléaire ». Elle est en vente, au prix de 15 F + frais de port. Pour toute commande s'adresser au groupe d'Angers c/o La tête en bas. 17, rue des Poëliers. 49000 Angers ; ou bien à la librairie du Monde libertaire.

• Le groupe Varlin (Paris 15e) tient une vente du *Monde libertaire* tous les vendredis de 18 h 30 à 20 h, au métro Saint-Michel.

• Le groupe Emile-Pouget (Vallée de Chevreuse-Rambouillet) informe les sympathisants de la région qu'il tient deux ventes du M.L. :
- au marché des Ulis : le dimanche de 10 h 30 à 12 h ;
- au lycée d'Orsay : le lundi à midi.

• Le groupe Emile-Pouget (Vallée de Chevreuse-Rambouillet) organise le 22 novembre à 20 h 30, salle n°1 — 2, rue Dubuc à Rambouillet — une réunion-débat, sous l'égide de l'association la Pensée libertaire de Rambouillet, sur le thème : Espagne libertaire 1936-1939. La réunion sera précédée de la projection d'un montage audiovisuel. Des camarades de la C.N.T. espagnole, des camarades de la C.N.T. française participeront au débat.

• Le groupe de Dijon a le plaisir de vous annoncer l'ouverture de son local au 61, rue Jeanin.

Permanence : le samedi de 15 h à 17 h. Nous invitons tous les sympathisants de la région à nous rendre visite, vous trouverez sur place des exemplaires de la presse libertaire, de la documentation et une bibliothèque.

• Le groupe Région toulonnaise diffuse quatre badges (10 F pièce, 7 F à partir de 10 exemplaires) et broches (6 F pièce, 3 F à partir de 10 exemplaires). Prévoir pour les frais de port 10% en sus.

Commandes à adresser à : C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon.

• Le groupe de Dijon organise le vendredi 18 novembre à la M.J.C. Maladières, une réunion publique sur le thème : « Histoire de l'anarchisme ».

Le débat sera précédé d'un montage audio-visuel à 20 h 30.

éditions

Poster édité par la commission imprimerie (noir et rouge, sur fond jaune). Prix : 15 F l'unité. Format : 44 x 56.

en bref...en bref...

• Lundi 28 novembre 1983, sous l'égide de la Libre Pensée, aura lieu une conférence sur le thème général : « Connaissons-nous bien l'Eglise catholique d'aujourd'hui ? » Avec la participation de Marc Prévôtel, militant de la Fédération anarchiste, à propos du « Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier ».
Les sujets suivants seront abordés : « Le noyautage des associations humanitaires » ; « La gauche au service de l'Eglise » ; avec la participation de Jean Boussinesq, de l'Union rationaliste.
La parole sera donnée aux contradicteurs.
Participation aux frais : 10 F.
Ces conférences « Défense de l'homme » ont lieu tous les derniers lundis de chaque mois, dans la salle de la Libre Pensée, 12, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris-5e.
Séance à 21 h.

• Le département de Langues étrangères appliquées de l'Université de Paris VIII-Vincennes à Saint-Denis organise, vendredi 25 novembre 83, une journée d'études sur l'esperanto, de 9 h 30 à 21 h.
Le programme paraîtra dans le prochain numéro du M.L.
Pour tout contact : U.F.E., 4 bis, rue de la Cerisaie, Paris-4e, tél. : 278.68.86.

SALUT MAY

Nous mettions sous presse lorsque nous avons appris la mort de notre camarade May Picqueray.

Son corps sera incinéré au colombarium du Père-Lachaise, à Paris, le jeudi 10 novembre, à 9 h 30.

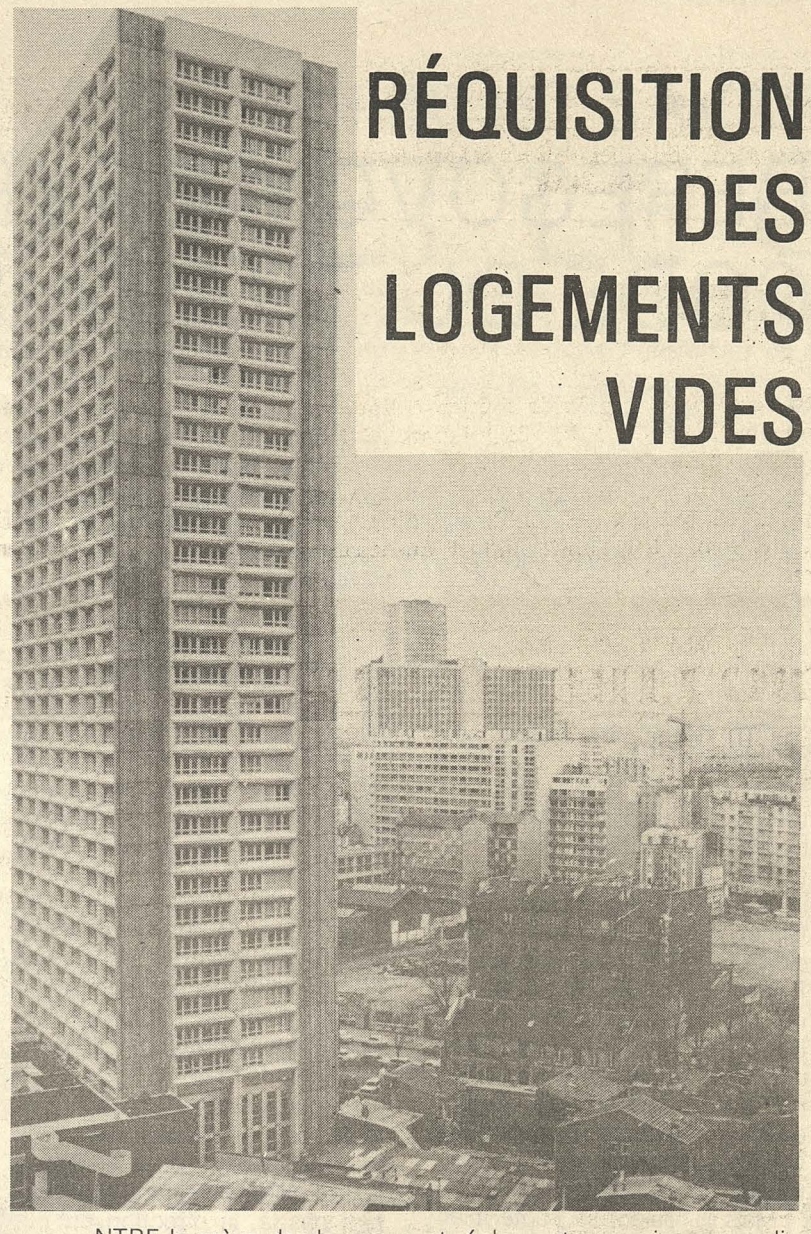
Dans notre prochain numéro, son amie et camarade Jeanne Humbert évoquera le combat de sa vie.

C'est une grande figure — qualificatif qui l'aurait fait sourire — de notre mouvement libertaire qui disparaît ; elle a été de toutes les luttes de l'Amérique du Nord à l'Union soviétique, pour la libération des anarchistes réprimés et la révolution sociale auprès de Makhno, de Durruti et d'Ascaso, de Louis Lecoin, de Sébastien Faure, d'Emma Goldman et de tant d'autres.

Elle nous a raconté toutes ces activités dans un livre qui est comme elle, vif et direct.

Nous aimions sa fougue et sa solidarité. Elle nous le rendait bien.

Fédération anarchiste



RÉQUISITION DES LOGEMENTS VIDES

ENTRE la grève des loyers et le squatt, il existe une solution « légale » à la crise actuelle du logement : la réquisition des appartements vacants.

A Paris, elle fut appliquée massivement après la guerre, ainsi que dans les années 60 pour les rapatriés d'Algérie.

Qui réquisitionne un logement vide ? La préfecture, tout simplement. Cette procédure est prévue par un texte législatif du Code de la construction et de l'habitation (art. 641). La réquisition d'un logement est temporaire, au bénéfice des sans-logis, moyennant indemnisation du propriétaire. La durée maximum d'application est d'un an renouvelable quatre fois, soit cinq ans.

Les sans-logis ou ceux qui vivent dans les locaux vétustes ou surpeuplés peuvent bénéficier de la réquisition. Egalement, ceux qui sont sur le point d'être expulsés (rénovation).

Certains « occupants-rénovateurs », les squatters associatifs du 19e arrondissement de Paris ont fait de la réquisition des logements vacants un de leurs chevaux de bataille. Ils font connaître cette solution et réclament une mise en application immédiate...

Or, cette législation pose un grave problème au pouvoir. Un problème politique ! En effet, comment peut-il concilier une procédure favorable à une partie de la population la plus défavorisée et l'esprit du droit français défendant farouchement le principe intouchable de la propriété privée ?

Faire appliquer la réquisition de logements pour les mal-logés constitue donc une partie de bras-de-fer avec le pouvoir. D'un côté, les propriétaires qui ont le droit de spéculer, d'où la pénurie de logements, et, de l'autre, le droit au logement pour tous... « s'il arrivait que des squatts soient » légalisés «, cela constituerait un précédent, une brêche dans le consensus droite-gauche sur la question du logement que la loi Quillot n'a fait qu'effleurer. Alors, sans doute, des luttes d'ampleur sur le logement et l'apropriation de l'espace ne seraient plus des vues de l'esprit ! » (*Ainsi squattent-ils*, journal des occupants-rénovateurs du 19e).

A suivre...

Gil

Editorial

SE promenant dans la douce France et s'arrêtant la semaine dernière à Poitiers, le président de la République François Mitterrand a déclaré entre autres choses que « ça n'allait pas si mal », voulant sans doute par là reconquérir sa cote auprès de l'opinion publique. Un des grands axes de son discours a été la modernisation de l'appareil économique français entrepris par le gouvernement de gauche. Cela fait chaud au cœur de savoir que l'actuelle majorité est soucieuse de tourner le dos au passé et de se diriger résolument vers un avenir de progrès !

Là aussi, on est amené à poser l'éternelle question : la « modernité nécessaire » au profit de qui et sur le dos de qui ? Car que ce soit dans l'imprimerie, le papier, le charbonnage, le textile ou la métallurgie, on ne voit actuellement que restructurations et licenciements en masse. François Mitterrand doit voir les choses d'un autre angle, pour lui, les licenciements ne doivent, peut-être, être considérés que comme des « charges supportées aujourd'hui, servant à préparer la France de demain », pour que celle-ci soit bien placée dans la compétition mondiale. Qu'en pensent les travailleurs immigrés, particulièrement dans l'automobile ? Sont-ils considérés, par les instances présidentielles, comme des salariés à part entière ou sont-ils indignes de l'« effort national » ? Un point que Mitterrand a soigneusement laissé dans l'ombre. La modernité a ses exigences et quand on licencie, comme à Talbot, la direction commence par les travailleurs immigrés...

A Chatellerault, des banderoles syndicales réclamaient au grand timonier de la République française les 35 heures et « moins de cadeaux au patronat »; dernièrement à Bordeaux Henri Krasucki a déclaré qu'aujourd'hui l'impératif social et économique était la défense de la feuille de paye. Mitterrand, de son côté a rappellé sèchement qu'il « faut accepter les lois et la rudesse de la concurrence internationale »... repoussant ainsi une politique industrielle créatrice d'emplois aux calendes grecques ! Demain on rasera gratis et si ce n'est pas possible aujourd'hui, ce n'est pas de ma faute, c'est celle des autres !

D'aucuns accuseront le gouvernement actuel de trahison, il aurait fait des promesses aux travailleurs et il ne les a pas tenues... C'est faire preuve de naïveté politique devant l'appareil gouvernemental. L'Etat et ceux qui le dirigent, de quelque couleur politique qu'ils soient, fait chauffer la marmite pour le patronat et réclament aux travailleurs d'éternels efforts pour contribuer à un hypothétique effort national. « Nous sommes tous sur le même bateau » est le discours commun à tous les politiciens. Mais les travailleurs qui vivent de leur force de travail, concrétisées par une feuille de paye, n'ont pas les mêmes intérêts que le reste de la population. Et le chemin vers une révolution sociale ne se fera pas sur les bases de prétendus intérêts communs. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

SEMAINE LIBERTAIRE À TOULOUSE

DU 17 au 22 octobre a eu lieu, à Toulouse, une semaine libertaire, évènement qui ne s'y était pas produit depuis bien longtemps. Deux cents personnes par soir, en moyenne, sont venues voir Jean-Marc Le Bihan, Didier Carette, Serge Utge-Royo, Little-Helpers et des films sur l'Irlande et sur la colonne Durruti.

Ils ont pu également participer à des débats, notamment celui sur l'éducation alternative pour lequel des compagnons du groupe Bakounine et des copains du C.R.A. s'étaient déplacés.

Ce que nous considérons comme un succés n'était pas évident à priori. Si nous avons eu la chance de disposer gratuitement des locaux de l'Atelier de création populaire que nous tenons à remercier, pour ce qui est de la « publicité » nous avons été une fois de plus boycottés par la *Dépêche du Midi*, journal particulièrement anti-anarchiste primaire ; au niveau de l'affichage, outre l'inondation d'affiches sur la Sécu, nous avons eu quelques altercations avec les colleurs de la Nouvelle Acropole, association culturelle à idéologie fascisante.

Un bilan, donc, tout à fait positif : nous avons pu toucher des gens que nous ne rencontrons pas habituellement ; nous avons aussi eu le plaisir de voir de nombreux libertaires toulousains dont certains nous ont beaucoup aidés pour réaliser une expo d'affiches, ainsi que pour étoffer notre table de presse. Cette réussite nous a bien entendu donné envie de nous investir encore plus dans la vie culturelle toulousaine. A bientôt, donc...

Gr. Albert Camus

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — **PAGE 3 :** Editorial, Semaine libertaire à Toulouse, Réquisition des logements vides, En bref — **PAGE 4 :** Histoire d'un licenciement, Bérégovoy et le code du travail, C.F.D.T. — **PAGE 5 :** Projet Savary, Après le congrès du P.S. — **PAGE 6 :** La question laïque — **PAGE 7 :** Autour du droit de grève, La question du mode de scrutin — **PAGE 8 :** Dans le monde, Argentine, Le Nordeste brésilien — **PAGE 9 :** Informations internationals — **PAGE 10 :** Archives : La paix en 1939 — **PAGE 11 :** Pacifisme et antimilitarisme, livres, Note de lecture, Prochains invités de Radio-Libertaire — **PAGE 12 :** Faire les poches des travailleurs, Raymond et Jacques, Devinette.

TOUS LES JEUDI LISEZ le monde libertaire
HEBDOMADAIRE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
145 RUE AMELOT 75011 PARIS

HÔPITAL FRANCO-MUSULMAN DE BOBIGNY :

HISTOIRE D'UN LICENCIEMENT

LUC, agent hospitalier de 27 ans, vivant dans huit mètres carrés dans un septième étage, avec trois heures de transport par jour, a été licencié sur la base d'un dossier bidon composé de rapports abusifs, que les faits contredisent, où l'on parle de travail au ralenti, de manque d'esprit d'équipe. Il faut savoir que ledit agent hospitalier a attrapé un lumbago en tirant tout le linge sale de l'hôpital d'Avicenne franco-musulman à Bobigny et qu'il a recueilli plus de 170 signatures sur une pétition de soutien.

La C.G.T., où il est syndiqué depuis son entrée à l'hôpital, semble trouver son cas non défendable (« dossier trop lourd », « limites du syndicat face à l'administration ») et lui reproche d'avoir été soutenu par un tract du groupe Durruti de la Fédération anarchiste.

Réunions à l'union locale C.G.T., à l'union des syndicats de l'Assistance publique où l'on tente de le persuader de repousser ce soutien dans une lettre ouverte. Comme si le problème n'était pas plutôt de s'opposer au licenciement de Luc par tous les moyens.

La C.G.T., qui a à cœur de défendre le pouvoir d'achat des travailleurs, se doit, par voie de conséquence, d'assurer le maintien de ses syndiqués dans les postes de travail.

Il semble en fait que la direction lance un défi à l'organisation syndicale C.G.T. En effet, Luc s'est syndiqué avant sa titularisation ; si cet acte conduit fatalement au licenciement, cela montrerait le vrai visage de l'administration. Eliminer les travailleurs combatifs avant qu'on ne puisse plus les licencier a toujours été une tactique patronale !

Tout ceci n'entame pas la détermination de Luc qui, par voie de pétition, par des panneaux explicatifs devant la cafeteria et le self, prend sur sa pause de midi pour informer les travailleurs de l'hôpital Avicenne de Bobigny.

Affaire à suivre, donc. Espérons que face à la volonté de l'administration de réduire les effectifs et d'éliminer des syndiqués, une large riposte sera effective.

La lutte pour l'emploi est à l'ordre du jour à la C.G.T. Comme le dit un des derniers numéros du *Peuple* : « Le C.N.P.F. continue à chercher les meilleures conditions pour lui de licencier. » Dont acte. A la C.G.T. de se battre pour qu'à l'hôpital Avicenne de Bobigny la direction ne licencie pas à sa guise.

F.B.

BEREGOVOY ET LE CODE DU TRAVAIL

LES tentatives d'épuration syndicale continuent. Elles avaient commencé avant le 10 mai 81 par l'exclusion massive de militants au sein de la C.F.D.T. au début 78, en vue d'un recentrage pour les élections législatives de 1978 (U.D. Gironde suspendue, P.T.T.-Lyon, Usinor-Dunkerque, B.N.P.-Paris).

Aujourd'hui, on assiste aux dernières phases de normalisation syndicale puisque les tentatives d'exclusions deviennent individuelles. C'est le cas de Claude Besnainou qui, entré à la banque Scalbert-Dupont en février 75, créa une section syndicale C.F.D.T. trois mois après. Faisant partie du Conseil syndical du Syndicat parisien des banques C.F.D.T., au sein duquel il s'opposa énergiquement au recentrage, en accord avec sa section il quitta la C.F.D.T. pour, lui et sa section, rejoindre la C.G.T. en 1978.

Mais ils allaient déchanter bien vite, car à l'intérieur de la C.G.T. régnait un malaise depuis le deuxième semestre 1981, qui atteindra son paroxysme en décembre 1981 avec « l'état de siège en Pologne ». L'atmosphère deviendra rapidement intenable, la répression pour laisser place à l'électoralisme succédant à l'hégémonie de la ligne du parti. Les militants qui avaient déjà quitté la C.F.D.T. laissent définitivement de côté les syndicats majoritaires.

Quittant la C.G.T., ils constituèrent avec d'autres le Syndicat démocratique des Banques.

Eliminer les militants qui les gênent est la constante des patrons, que ce soit sous Mitterrand ou sous Giscard...

Claude Besnainou est perpétuellement visé par la direction qui l'a dans le collimateur. Celle-ci va même jusqu'à lui proposer un avancement..., le point culminant étant atteint début 83, où la direction refuse de donner du travail à Claude Besnainou. Celui-ci s'exprime à plusieurs reprises en distribuant des tracts au personnel (entre autres le 10 mai 83). Dans ces tracts, il dénonce, outre la répression dont il est victime, les erreurs de la politique sociale de la banque Scalbert-Dupont (ayant fusionné en septembre 76 avec le groupe C.I.C.).

Par deux fois, la direction tente de renvoyer Claude. Par deux fois, l'inspection du travail et le C.E. émirent un refus. N'en restant pas là, la direction eut recours aux voies hiérarchiques : le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale. Ce dernier, en la personne de M. Jean Chazel, directeur du département « relations du travail », de la sous-direction des « droits du travailleur », s'empressa d'annuler la décision de l'inspection du travail et de renier (fait coutumier de la part du P.S.) l'une des 110 promesses électorales, qui est le droit de veto du C.E. en matière de licenciements.

Reproches invoqués par la direction et repris par ce ministère : soi-disant refus de régler sa situation professionnelle ; distribution de tracts d'information auprès du personnel le 10 mai 83.

Voudrait-on, par hasard, que la réelle raison du licenciement de Claude ne soit pas politique ? De qui se moque-t-on ?

Aujourd'hui, c'est Claude, demain, à qui le tour ? Toute cette mascarade n'est en fait qu'une démonstration évidente d'une politique délibérée pour empêcher toute expression syndicale différente, laissant librement le pouvoir — par l'intermédiaire des organisations syndicales — de mettre en place leur politique. Pour eux, le syndicalisme doit s'inféoder aux partis et, de fait, au pouvoir. La lutte des travailleurs doit s'inscrire dans la politique gouvernementale, sinon elle doit mourir...

En réplique à la décision du ministère de donner à la banque Scalbert-Dupont l'autorisation de renvoyer Claude, se créa un comité de soutien au sein de cette banque. Ce dernier, suite au soutien d'autres banques (Crédit lyonnais, Worms, etc.), s'élargit. Nous appelons les camarades à rejoindre ce comité qui se regroupe tous les jeudis, à 18 h 30, à l'Agéca, 177, rue de Charonne, Paris-11e, métro : Alexandre-Dumas.

Patrick

C.F.D.T. : ON SERRE LES BOULONS ET ON CONTINUE !

AU lendemain du 19 octobre, les tenants d'une politique syndicalo-gouvernementale comptèrent les pots cassés. Si la C.G.T. pouvait encore se dire la première centrale syndicale de France, la C.F.D.T. arborait un sourire crispé en laissant la seconde place à F.O. Diable ! la longue marche d'Edmond Maire et de ses acolytes pour arriver à faire conjuguer mai 68 et mai 81 mène tout droit à une bérézina électorale...

Un petit retour en arrière : dans les années passées, « on » a expliqué à la C.F.D.T. que l'action syndicale c'était chouette, mais qu'il manquait quelque chose. L'Union de la gauche est venue et la centrale du square Montholon a pris sa place dans la fanfare syndicalo-politique. Déception avec la désunion puis extase en mai, il y a deux ans.

On connaît la suite, et l'image d'un Edmond Maire bavassant sur le perron de l'Elysée restera immortelle !

Aujourd'hui, les chiffres sont là : tout ce cirque syndicalo-gouvernemental n'a pas payé, et cela a été ressenti durement dans les instances dirigeantes de la C.F.D.T. Les 27 et 28 octobre a eu lieu le Conseil national de la centrale de Maire, et d'après ce qu'il en est sorti, il semblerait que l'autocritique ait eu ses limites. Les débats de cette réunion ont été, selon son secrétaire général, « d'une sérénité et d'une qualité exceptionnelles ».

Deux arguments ont été débattus :

- 1) « la C.F.D.T. est largement assimilée au gouvernement, malgré son aspiration à l'indépendance et à l'autonomie » ;
- 2) « la C.F.D.T. a donné l'impression de centrer son action sur le terrain politique », ce qui sous-entend que l'action quotidienne dans l'entreprise est quelque peu délaissée... Dans sa « Lettre aux militants » (adressée en fait aux vingt-deux unions régionales), Maire avoue implicitement que la base est coupée des instances syndicales (« ce dont nous avons besoin, c'est d'abord d'une discussion des militants avec les adhérents pour que leur point de vue soit pris en compte dans nos délibérations ») et tente de se débarrasser de l'étiquette de « deuxième gauche » (« un syndicalisme de masse ne mérite ce nom que s'il réunit, pour l'action, des adhérents et des salariés, au-delà des clivages politiques »).

La C.F.D.T. n'ayant pas pu battre la C.G.T. sur son propre terrain veut-elle maintenant marcher sur les plates-bandes de F.O. ? La question est posée et ce n'est pas ce bref article qui va y répondre, mais des positions pures et dures de l'après-68 à la bouillie politique actuelle, l'image de la C.F.D.T. a plus que changé. De quoi demain sera-t-il fait ? L'avenir nous le dira, mais espérons que ce que l'on appelle les forces oppositionnelles de la C.F.D.T. sauront y mettre leur empreinte.

Alexis Pierre

ERRATUM

Dans le numéro 503 du M.L., une erreur de montage a fait sauter la conclusion de l'article de Prévôtel sur le colloque de Carcassonne. Nous la rétablissons ci-dessous :

En fait, l'utilisation du mot « autogestion » — j'en suis convaincu — est une erreur pour les anarchistes quand ils veulent désigner l'organisation libertaire de la société à l'occasion et après un processus révolutionnaire anarchiste victorieux.

En revanche, et quels que soient les états d'âme et le désir immédiat de « vivre autrement » : autogestion + Etat = fascisme.

De même que décentralisation + Etat = néo-féodalisme.

PROJET SAVARY :

LA ROSE ET LE GOUPILLON

AUTANT la réponse de l'U.N.A.P.E.L. (Union nationale des associations de parents des écoles libres) et de la hiérarchie catholique au projet Savary ne s'est pas faite attendre — Nantes a encore abrité un vaste rassemblement organisé par les tenants du privé —, autant la réponse du S.N.I.-P.E.G.C. est mitigée et est passée inaperçue. Le C.N.A.L., quant à lui, a attendu une semaine pour notifier son refus de négocier avec l'Etat et les tenants du privé à partir des propositions de Savary.

Le bureau national du S.N.I.-P.E.G.C. « déplore que le gouvernement se cramponne à une position d'arbitre ». Savary tend la main à l'épiscopat, met en danger le service public d'éducation, ne répond nullement aux attentes des enseignants et des parents d'élèves. Cet « arbitrage » apparaît nettement favorable à la droite et à l'Eglise ! »

Seuls, dans un premier temps, les délégués départementaux de l'Education nationale partie prenante du C.N.A.L. se sont, à juste titre, effrayés des propositions Savary. Le S.N.I.-P.E.G.C. « mettra tout en œuvre, avec l'ensemble des organisations du C.N.A.L., pour que le grand débat nécessaire sur cette question(...) se déroule dans la plus grande clarté, excluant le statu quo. » Oublierait-il que cela fait maintenant deux ans qu'il négocie avec l'Etat et qu'il refuse de diffuser le contenu de ces négociations ? Il ne suffit plus, aujourd'hui, d'émettre des vœux pieux, car il y va de la survie de l'Education nationale.

Dans ce contexte, les rassemblements régionaux organisés fin novembre par le C.N.A.L. risquent de ne pas être offensifs et de se transformer en critique mitigée des propositions gouvernementales.

De son côté, le Comité d'appel aux laïcs (C.A.L.) dénonce le recul du C.N.A.L. Mais cette radicalisation du propos masque mal l'utilisation qui est faite par le P.C.I. de ce comité. Le C.A.L. est, semble-t-il, le marche-pied du P.C.I. au sein de la F.E.N. pour appliquer une stratégie de déstabilisation syndicale au profit de F.O.

Les révolutionnaires n'ont pas à embrasser les intérêts d'une fraction de la social-démocratie contre une autre : ils doivent lutter contre toutes les déviations et tous les reculs, d'où qu'ils viennent. L'ensemble des enseignants et des parents d'élèves ne peut que rejeter dans leur intégralité les propositions Savary : le C.N.A.L. et la F.E.N. auront du mal à expliquer leurs silences et leurs hésitations en la matière.

En effet, Bouchareissas avait refusé, au nom du C.N.A.L., la première mouture du projet... ; il aura fallu plusieurs jours pour refuser la deuxième version qui entérine l'éclatement de la carte scolaire, l'enseignement religieux dans les établissements publics et la concurrence entre les établissements. Ces hésitations du C.N.A.L. montrent le désarroi qui traverse la gauche. A l'occasion du congrès de Bourg-en-Bresse, il sera intéressant d'entendre les arguments des militants socialistes traditionnellement laïcs pour faire accepter le projet Savary.

Depuis deux ans, le contexte dans lequel se déroulent ces négociations s'est peu à peu transformé. Hier, il s'agisssait d'appliquer les promesses socialistes en matière de laïcité, de nationaliser l'enseignement privé, d'abroger les lois Debré et Guermeur. Aujourd'hui, la vapeur est renversée : ce n'est plus l'enseignement confessionnel ou patronal qui est attaqué, mais bien le service public d'éducation. Le projet ministériel applique la loi sur la décentralisation dans l'Education nationale, assure la pérennité des lois anti-laïques.

L'ensemble des forces laïques doivent refuser cette orientation, sous peine de cautionner une attaque gouvernementale contre l'Education nationale.

Les exigences en matière d'abrogation des loi anti-laïques et de création d'un service unique d'éducation sont toujours à l'ordre du jour. Les rassemblements de novembre devraient en être l'écho. La riposte des laïcs doit être claire : refuser le concordat Savary !

Les hésitations du C.N.A.L. seront difficilement acceptée par l'ensemble des enseignants : il leur revient donc, au cours des différentes manifestations prévues, de faire entendre une voix solide qui revendique la création d'un seul service public d'éducation.

Les anarchistes ont leur mot à dire en la matière en dénonçant le recul gouvernemental et celui des directions syndicales, et en imposant avec l'ensemble des forces laïques un cadre de négociations favorable au public et non à l'église et au patronat.

Thyde Rosell

APRÈS LE CONGRÈS DE BOURG—EN—BRESSE :

P.C. ET P.S. À LA RECHERCHE DES ÉLECTEURS PERDUS

AVEC sa motion de censure adoptée à l'issue de long palabres nocturnes, le congrès de Bourg-en-Bresse, selon de bien mauvaises langues, évoque les grands cirques radicaux immanquablement clos par un texte nègre-blanc. Il n'y a là rien de bien étonnant puisque la social-démocratie d'aujourd'hui joue un rôle qui montre plus d'une analogie avec celui du radicalisme d'hier. Comme lui elle présente une large portion de la petite bourgeoisie. Une petite bourgeoisie différente, bien sûr, de celle qu'influença le parti de Clémenceau et d'Edouard Herriot, l'évolution économique provoquant l'émergence de nouvelles couches sociales. Et dans les instances dirigeantes, les technocrates ont supplanté les avocats et les médecins.

Comme le Parti radical de la première moitié du siècle, le P.S. est candidat à la loyale gestion des affaires de l'Etat bourgeois, proposant aux électeurs un programme de réformes hardies et pratiquant, une fois au pouvoir, une politique conservatrice, si ce n'est franchement réactionnaire. Rouges dessus, blancs en dedans, disait-on, jadis, des « radis »... Cette fonction « radicale » absolument nécessaire à la bonne marche du système d'alternance de la démocratie parlementaire, le P.S. est aujourd'hui en mesure de la remplir parfaitement. Et c'est d'ailleurs pourquoi les formations qui ont conservé l'étiquette du radicalisme sont de peu d'utilité et demeurent à l'état de groupuscules.

Le Danton de tonton

Sous les feux de la rampe, les militants bien sages ont vu se succéder les ténors. Du grand art : flots d'éloquence, coups de gueule et trémolos, effets de manches. Poperen professoral, Jospin dur, Mermoz grinçant. Et Mauroy, sorte de Danton bouffi. De l'audace, encore de l'audace, il n'en a pas manqué pour oser comparer 1981 à 1936 !...

En 36, des millions de travailleurs en grève, occupant les usines, ont arraché les 40 heures, les congés payés et de fortes augmentations de salaires. Et en 83, quel est le bilan, « à mi-parcours », comme dit Marchais ? Interviewé par F.R.3, Mermoz a eu cette réponse ingénue : « Nous avons osé faire ce que personne d'autre n'aurait osé. » Tu parles, camarade !

Il a fallu un gouvernement socialo-communiste pour bloquer les salaires et réduire le pouvoir d'achat, et un ministre socialiste du Travail, Auroux, pour décréter illégales les indexations, en ressortant une ordonnance obsolète du pétainiste Pinay. Il a fallu Bérégovoy pour inventer le « forfait hôtelier » et de nouvelles vignettes, pour amputer les allocations des chômeurs et des préretraités tout en augmentant les cotisations sociales. Il a fallu Hernu et Savary pour que l'armée puisse pénétrer à l'école. Et Fillioud pour que nous soyons dotés d'une quatrième chaîne de télévision réservée aux riches... Bref, Mauroy a bien de quoi se pavaner !

Les godillots roses

La grand-messe social-démocrate s'est donc achevée par le vote unanime, à une abstention près, de cette fameuse motion nègre-rose, dite de « synthèse ». A vrai dire, la cérémonie a vu Chevènement, pape du social-nationalisme, contraint de passer sous les fourches caudines de Jospin. Il a suffi de bien peu d'additifs à la motion majoritaire pour que le C.E.R.E.S. et son chef s'inclinent. Tout juste quelques allusions à un « minimum de croissance », à la « reconquête du marché intérieur » et au « maintien du pouvoir d'achat moyen ».

Pourtant Chevènement avait dénoncé une politique qui aboutira à 2 800 000 chômeurs en 1986 avec, en prime, la défaite électorale. Et il avait proposé soit de quitter le système monétaire européen, soit de procéder à des dévaluations à répétition pour rendre les produits français compétitifs, ce qui se situe aux antipodes de la politique deloriste. Le brouillard idéologique dissimule bien souvent la sordide réalité d'affrontements entre intérêts économiques divergents et les différents secteurs du capitalisme, privé ou d'Etat, délèguant leurs représentants partout, y compris dans les congrès « socialistes »... Ajoutons qu'en défendant une autre politique, le leader du C.E.R.E.S. peut conserver l'espoir d'être l'ultime « recours » si un jour la situation l'exige.

Finalement, Chevènement a rengainé ses 41 propositions, les rocardiens dissidents se sont écrasés, les laïcs ont mis une sourdine à leur grogne et ils ont tous voté la motion de synthèse. Selon *Le Monde*, ils ont cédé à « la raison d'Etat » ou, plus exactement, aux raisons du Président. Le P.S. a toujours proclamé qu'il ne voulait pas être un parti de godillots, mais la logique du système n'a que faire des états d'âme.

Après les roses, les matraques

Les militants ont regagné leurs pénates, solennellement invités à se lancer à « la reconquête de l'opinion », tandis que, toujours selon *Le Monde*, Jacques Delors — muet comme une carpe pendant tout le congrès — « aura de toutes façon les coudées plus franches ». A peine les lampions roses s'étaient-ils éteints qu'à cinquante kilomètres de Bourg les C.R.S. étaient envoyés contre les travailleurs lyonnais d'une usine de Renault Véhicules Industriels (ex-Berliet) en grève pour une augmentation des salaires. Tout un symbole...

Nous n'en avons donc pas fini avec la rigueur, et dans ces conditions les godillots roses partis à la reconquête des déçus du « socialisme » n'arriveront pas sans souffrir beaucoup au terme de leur longue marche. C'était bien la moindre des choses que de donner à l'opinion au moins l'apparence d'un parti uni. Un P.S. divisé aurait affaibli davantage un pouvoir bien démonétisé et donné des prétextes supplémentaires au P.C. d'exprimer sa mauvaise humeur.

L' « affaire urgente » du P.C.

Le bureau politique de celui-ci avait dépêché à Bourg-en-Bresse un observateur qui affichait une sérénité de Joconde : Paul Laurent. Ce ne furent pas les admonestations de Jospin à l'adresse de son parti qui pouvaient lui faire perdre son flegme. « C'est tout naturel, expliqua-t-il en substance aux journalistes de la télévision, nous présentons des différences de sensibilité. »

Les dirigeants du P.C. ont adopté ces temps-ci, semble-t-il, un langage plus prudent, ce qui n'empêche pas *L'Humanité*, à l'occasion, de se faire clairement comprendre. C'est ainsi que, pour lui, la motion du C.E.R.E.S. demandait « plus d'élan et de fermeté ». Puis il jette cette pierre dans le jardin des socialistes qui, dit-il, « viennent donc faire le point à mi-parcours de cette législature qu'ils marquent du poids de leur majorité absolue à l'Assemblée nationale et au gouvernement ». On ne peut mieux délimiter les responsabilités...

Après le congrès de Bourg-en-Bresse, l' « affaire urgente », toujours selon *L'Huma*, c'est le projet de rencontre au sommet P.C.-P.S., car « il reste beaucoup à faire ». L'affaire urgente, en réalité — pour les dirigeants du P.C. comme pour ceux du P.S. — c'est la préparation des prochaines échéances électorales. C'est la reconquête des électeurs perdus. Les dirigeants du P.C. souhaitent manifestement discuter dès maintenant, avec leurs partenaires, des conditions dans lesquelles la campagne va s'engager.

A ce propos, Patrick Jarreau s'inquiétait, dans *Le Monde*, de ce que « du côté des communistes le mode d'emploi de la participation gouvernementale n'est pas parfaitement maîtrisé par tous, à tout moment ». Il y voyait un « risque de dédoublement », celui de faire apparaître « deux orientations contraires ». Ces propos dénotent une bonne dose de naïveté. Les dirigeants du P.C., en effet, ne sont pas des enfants de chœur. Ils savaient parfaitement que la gauche au pouvoir, dans un système qu'elle n'avait pas du tout l'intention de transformer, ne pourrait pas mener une autre politique que celle qui est conduite aujourd'hui dans tous les domaines, y compris sur le plan de la politique internationale. Le jeu acrobatique auquel le P.C. se livre avait été prévu, décidé en toute lucidité, en toute connaissance de cause. Pour les dirigeants communistes, il s'agit de concilier les avantages du pouvoir et ceux que peuvent rapporter une attitude critique permettant la récupération d'une partie des mécontents. Aussi longtemps que cela pourra durer...

Au congrès de Bourg-en-Bresse, Jospin et consorts ont critiqué ce « double jeu ». Mais eux aussi savent parfaitement qu'il ne peut en être autrement. Les envolées oratoires, dans les congrès, sont destinées à rassurer, à galvaniser les braves militants de base. Les motivations des états-majors en revanche n'ont rien d'idéologiques. Seuls comptent les intérêts des appareils.

S. Basson

LA QUESTION LAÏQUE

La naissance de l'école publique obligatoire

L'école publique obligatoire est née de volontés contradictoires :

- l'aspiration à l'instruction d'un mouvement ouvrier naissant et désireux de s'émanciper,
- la nécessité pour la bourgeoisie confrontée à la révolution industrielle de « posséder » une main d'œuvre capable d'utiliser occasionnellement l'écrit (certaines chambres patronales furent les premières à réclamer de l'Etat qu'il prenne en charge l'instruction publique) ; tout comme l'Etat découvrait qu'un citoyen serait plus administrable s'il savait lire et écrire.

En imposant l'école primaire obligatoire, la bourgeoisie lançait donc en fait une vaste opération d'alphabétisation minimum, cela même si par la suite l'Education nationale allait jouer bien d'autres fonctions :

- uniformiser les comportements,
- cimenter l'unité nationale, etc. ; minimum, car tenter de donner à tous la maîtrise totale de l'écrit (et donc l'accès, entre autres, à l'information) aurait été une grave erreur politique.

Le décor est planté : l'école publique serait le terrain d'enjeux considérables, un lieu privilégié de la lutte des classes.

L'école publique sera laïque...

En cette fin de XIXe siècle l'église contrôlait toujours la quasi totalité de l'enseignement (après plus de ving siècle de monopole). En 1850, la loi Falloux imposait encore aux instituteurs publics d'enseigner la religion dans leurs écoles !

Ferry instituant en 1882 l'enseignement primaire, public et obligatoire, le pouvoir politique allait donc se heurter une nouvelle fois à l'église. Une nouvelle fois : car déjà la Révolution française avait fait rouler dans la sciure la tête d'un roi de droit... divin et un siècle plus tard, quand seront votées les lois de J. Ferry, l'église ne s'est toujours pas ralliée à la République. L'école publique obligatoire ne pouvait donc naître qu'en opposition avec l'église. Sans cette histoire propre à la France qui mit en conflit le pouvoir politique et l'église, le gouvernement d'alors aurait-il voulu l'école publique LAÏQUE ? La question reste posée. Toujours est-il que, grâce aux luttes du mouvement ouvrier, mais aussi du fait de la position ultra-conservatrice de l'église s'opposant à la volonté de l'Etat, l'école devint, non seulement gratuite, publique, obligatoire, mais aussi LAÏQUE.

Qu'est-ce que la laïcité ?

La laïcité allait donc, tout d'abord, mettre l'école à l'abri du cléricalisme. Mais on le sait, le sens d'un mot dépasse souvent son étymologie pour se charger du poids de l'histoire, du poids des luttes qui l'accompagnent. Ainsi, rapidement, « laïcité » allait signifier plus largement, respect des consciences ; elle est même davantage : plus qu'une position de l'esprit, elle est un engagement permanent contre tout ce qui limite la pensée et donc un rejet de tout endoctrinement, de tout dogmatisme. Si l'on considère ce sens « moderne » du mot, la laïcité de l'Etat est donc une vaste foutaise car, qui ne pourrait l'admettre, l'endoctrinement d'un Etat vaut bien celui d'une église !

Au niveau de l'éducation, la laïcité signifie : EDUQUER LES JEUNES DANS LA LIBERTÉ ET LE RESPECT DE LEUR CONSCIENCE, empêcher donc qu'enseignants et enfants soient manipulés, sous une forme ou une autre, par telle religion, idéologie ou philosophie. Bref, reconnaître que l'enfant n'appartient qu'à sa propre liberté (principe repris par les révolutionnaires espagnols, en 1936, — inspirés par F. Ferrer — qui avaient fait leur le slogan : « N'empoisonnez pas l'enfance ! »). J. Rostand, lui, la définissait ainsi en 1965 : « Former les esprits sans les conformer, les enrichir sans les endoctriner, les armer sans les enrôler, leur donner le meilleur de soi sans en attendre le salaire qu'est la ressemblance ».

Les combats des militants laïques

Les combats des militants laïques furent donc, et sont toujours, multiples, contre tous les pouvoirs :

CONTRE L'EGLISE, bien sûr et toujours. L'église d'autant plus dangereuse qu'elle est aujourd'hui « républicaine », qu'elle se retrouve bien souvent aux côtés de l'Etat — après sa brouille de 1789 — pour défendre l'ordre établi et qu'enfin, ses militants ont largement infiltré et l'appareil d'Etat (voir les origines des Delors, Bérégovoy, Rocard et autres...) et même le mouvement ouvrier.

CONTRE LE CAPITAL : ne l'oublions pas, l'enseignement privé c'est aussi l'enseignement patronal et combien est significatif le silence du gouvernement sur ce sujet (Savary, dans toutes ses propositions, a tout à fait ignoré ce secteur pour ne parler que de l'enseignement confessionnel). Là encore, l'alliance du gouvernement avec le patronat ne peut faire de doute, alliance qui fait de l'enseignement professionnel un réservoir à main-d'œuvre dans lequel le patronat puise les bras nécessaires à ses profits (ce qui est encore plus vrai pour les C.F.A. — Centre de formation d'apprentis — patronaux). L'esprit laïque implique que l'on lutte pour délivrer l'école du capital.

MAIS COMBAT CONTRE L'ETAT AUSSI ! L'exemple du protocole d'accord Hernu-Savary en est l'illustration la plus parfaite. Les buts de ce protocole, conditionner l'enfance pour mieux la préparer à être future chair à canons, sont une atteinte intolérable à la laïcité !

Les défenseurs de l'Etat (marxistes, trotskystes et autres...) éludent, bien-sûr, cet aspect des choses. Ce sont les mêmes qui vous parleront de laïcité de l'Etat, vision restrictive et, à mon avis, dépassée de cette notion. Rappelons d'ailleurs à ce sujet que les militants ouvriers des Bourses du travail (mouvement principalement animé par F. Pelloutier, militant anarcho-syndicaliste) firent preuve d'une extrême lucidité... bien avant les autres. Ils eurent en effet, au début de ce siècle, le projet de ne pas envoyer leurs enfants à l'école de la République, peu digne de confiance à leurs yeux, mais de faire des Bourses du Travail un lieu d'éducation permanente, véritable école de la liberté. L'évolution du mouvement ouvrier ne leur permit pas de réaliser ce noble programme et l'on ne refait pas l'histoire.

Depuis, l'école publique s'est façonnée tout au long des luttes qu'enseignants et parents ont menées pour préserver la laïcité. Quels sont donc les enjeux des luttes qui se mènent aujourd'hui pour le strict respect de la laïcité ?

Les enjeux de la laïcité

Bien sûr, l'école publique actuelle est à des années-lumière de celle que nous souhaitons, mais nous savons aussi que la réalisation de cette école ne sera possible que dans une société libertaire. En attendant, notre devoir est de combler l'écart entre l'école actuelle et l'école de demain et ce chemin passe par la laïcité de l'école.

En effet, dans notre société capitaliste, SEULE l'école laïque permet de laisser les écoliers relativement à l'abri de tous les empoisonneurs d'enfance que sont les curés, militaires, patrons et politiciens. Comment s'étonner ainsi que l'école publique garde tant d'adversaires ?

Dans une école confessionnelle, par exemple, l'enseignant devra se plier (sous peine de licenciement pur et simple) au soit-disant « caractère propre », caractère défini par les autorités diocésaines. On a vu certaines de ces écoles distribuer de la propagande politique directement aux enfants ! Chose impossible à l'école publique où l'enseignant conserve une relative liberté pédagogique (totalement absente pour un enseignant privé) qui alliée à sa volonté de défendre un idéal laïque lui feront refuser l'application du protocole Hernu-Savary dans sa propre classe , refuser d'inculquer une quelconque foi religieuse , refuser d'appliquer les consignes officielles lui enjoignant de disperser les enfants sur le parcours de P. Mauroy en visite à Beauvais en février 83...

Les revendications laïques d'aujourd'hui

Chacun des débats sur l'école a un enjeu social et politique considérable dont nous ne pouvons nous désintéresser. Face aux dangers que représentent aujourd'hui les bases de négociation de Savary et les lois de décentralisation (sur lesquelles nous reviendrons), lutter aujourd'hui pour une école publique laïque c'est lutter pour une école plus libre, moins soumise aux pouvoirs de toutes natures.

C'est donc, dans l'immédiat, réclamer LA NATIONALISATION LAÏQUE de l'enseignement privé et l'ABROGATION DE TOUTES LES LOIS ANTI-LAÏQUES.

Et les libertaires ?

Mais les libertaires ont encore plus à faire : ils ont à conduire plus loin la laïcité en montrant qu'elle est incompatible avec le capitalisme et avec le pouvoir d'Etat. Bref, permettre à la laïcité de se réaliser pleinement, ce qui ne sera possible que dans une société débarrassée de ce fléau qu'est le pouvoir, une société où chaque individu pourra s'épanouir tout à fait car à l'abri de tout endoctrinement, de tout obscurentisme. Voilà qui est l'essence même de notre projet libertaire.

Jean-Michel Bavard
Liaison de Noyon

LA QUESTION DU MODE DE SCRUTIN

D'une consultation électorale à l'autre, les partis de gauche sont presque constamment battus par ceux de l'opposition. Ce n'est pas là l'expression d'une tendance nouvelle du corps électoral, mais plutôt l'indice du retour à un rapport de forces traditionnellement plus favorable aux conservateurs qu'aux réformistes.

La victoire écrasante de l'union de la gauche, et surtout des socialistes, aux élections législatives de juin 1981 fut un événement exceptionnel qui ne s'explique que par la stupeur et l'abattement dans lesquels l'élection de Mitterrand à la présidence de la République avait plongé les électeurs de droite. Mais cet état ne dura guère. Quelques semaines plus tard les candidats de l'opposition, au cours de législatives partielles, rencontraient un franc succès. Et depuis lors la tendance ne s'est pas inversée, à témoin les derniers enjeux municipaux, de Dreux à Antony, en passant par Aulnay-sous-Bois.

Tout porte à croire, par conséquent, que l'union de la gauche subira une défaite sérieuse aux élections législatives de 1986. Les dirigeants de droite en sont apparemment convaincus car ils ont retrouvé la sérénité du ton qu'affectent les politiciens quand ils sentent le pouvoir à portée de la main.

Le renversement de situation dans l'Assemblée nationale est d'autant plus aisé à concevoir que, par le jeu du scrutin majoritaire, un déplacement de quelques milliers de voix suffit pour que la majorité absolue passe d'un camp à l'autre. Or, la politique de l'union de la gauche a causé une déception telle dans son électorat qu'on peut s'attendre à une perte de voix bien plus importante. La question du mode de scrutin n'est donc pas d'ordre purement technique, mais politique et même idéologique.

Pourquoi la droite est-elle si attachée au scrutin majoritaire ? Parce que c'est celui qui lui donne le plus de chances d'accéder au pouvoir ? Parce qu'il est générateur de « stabilité » et « d'ordre » ? Sans doute, mais il y a une raison plus profonde encore.

Le scrutin majoritaire, étroitement lié au scrutin uninominal et à un découpage savant de circonscriptions électorales, donne chaque siège au candidat du parti ou de la coalition qui a obtenu le plus de voix dans la circonscription correspondante. Il oblige les électeurs, sous peine de perdre leur voix, à « voter utile », c'est-à-dire à voter pour le candidat du parti ou de la coalition qui a le plus de chances de l'emporter sur celui du camp adverse.

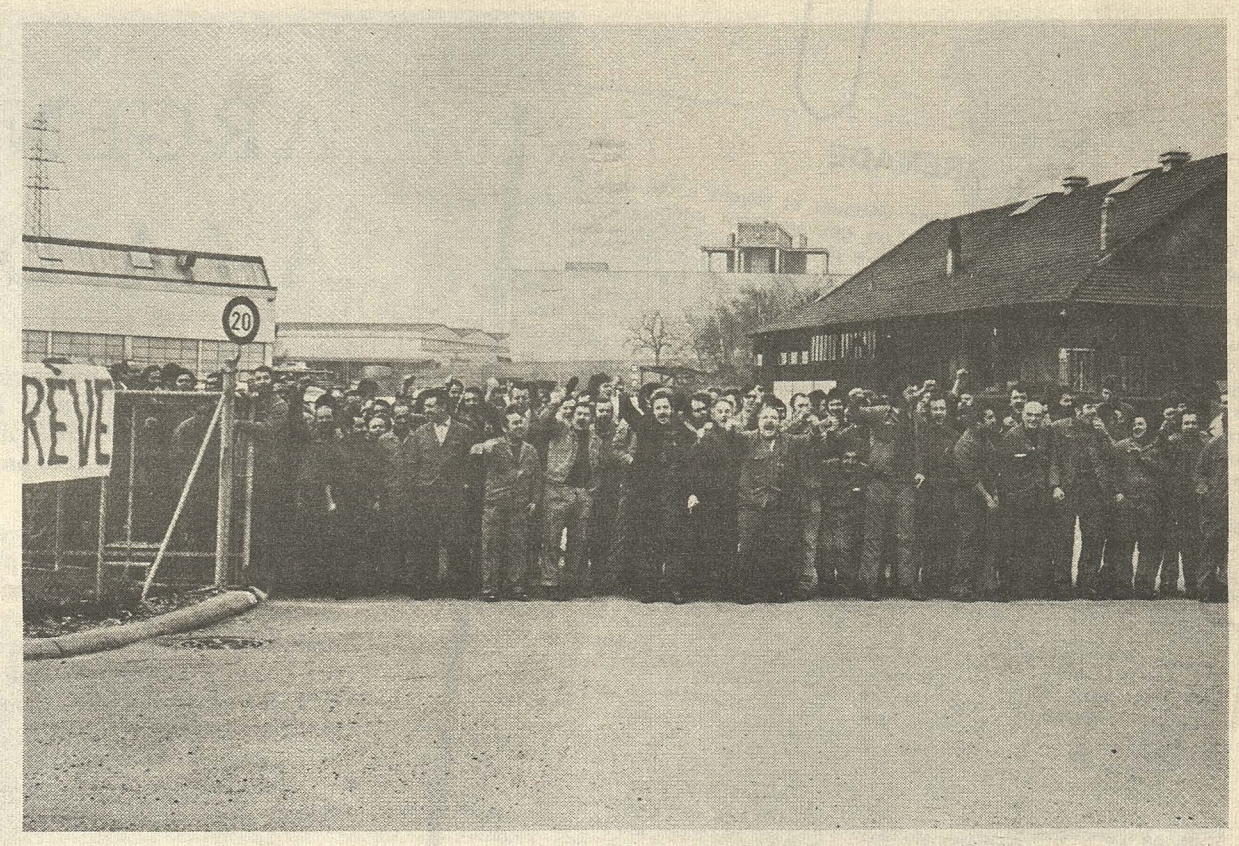
Il entraîne donc la disparition électorale des petits partis, des courants minoritaires, et donne artificiellement une importance disproportionnée à quelques grands partis, ceux qui possèdent de longue date une clientèle électorale relativement nombreuse et stable, qui disposent de ressources financières abondantes et qui jouissent de la notoriété grâce à la tribune que les moyens de communication de masse leur offrent en permanence.

Plus que jamais, le scrutin majoritaire ne laisse donc aux électeurs qu'un rôle extrêmement réduit, même entre les consultations électorales : s'en remettre à l'initiative des dirigeants ou des cadres de tel ou tel grand parti, organisé hiérarchiquement à l'image de l'Etat. Ces dirigeants et ces cadres, qui sont ainsi chargés de penser pour leurs électeurs, sont aussi éloignés de ces derniers que l'est le gouvernement lui-même. Ainsi, le scrutin majoritaire entretient et aggrave la passivité dans laquelle le principe même de la démocratie bourgeoise place les électeurs. C'est pourquoi il est un élément essentiel de la doctrine politique de la droite.

La gauche au contraire, est attachée par raison idéologique à la représentation proportionnelle. Celle-ci, en effet, toujours liée au scrutin de liste et souvent au découpage des collectivités territoriales, tels les départements, distribue les sièges de chaque circonscription aux différents partis en compétition proportionnellement à la quantité de voix obtenue par chacun. Elle donne donc à tout parti, si petit qu'il soit, des chances d'avoir des élus qui parleront en son nom. Elle encourage les courants, les tendances, les nuances idéologiques les plus diverses à s'exprimer d'une manière distincte et entraîne ainsi la constitution d'une multiplicité de formations politiques d'importances diverses.

Mais quoiqu'il en soit, majoritaire ou proportionnel, le système électoral repose sur la dépossession de chaque citoyen de sa capacité politique au profit d'une caste d'exploiteurs, politiciens professionnels. Si les socialistes décidaient d'instituer le scrutin à la proportionnelle, ils ne démontreraient par là qu'un double soucis de « limiter les dégats » d'une future consultation électorale et mieux intégrer les travailleurs à un système de représentation qui reste une des plus grandes victoire de la bourgeoisie sur les classes laborieuses.

J.F.



AUTOUR DU DROIT DE GRÈVE

C'est un perpétuel sujet d'étonnement que l'attitude adoptée par les politiciens de droite face à l'exercice du droit de grève et aux différentes formes d'action du mouvement ouvrier selon qu'on les observe dans les pays de l'Est ou en France.

Qu'un syndicalisme de combat surgisse dans un Etat communiste, comme celui de Solidarité en Pologne, et vous les voyez débordants de sympathie à son égard, allant même jusqu'à descendre dans la rue pour lui témoigner leur soutien moral. Et avec quelle chaleur ils ont applaudi Lech Walesa quand le prix Nobel de la paix venait de lui être attribué !

Mais qu'en France même, une grève de longue durée éclate dans un service public, comme récemment dans les centres de tri, et perturbe la vie économique et sociale, alors ils exigent qu'on mette fin rapidement à la « chienlit ». Il faut un long apprentissage, avant de pouvoir un jour, du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, s'écrier comme Michel Debré, de ce ton inimitable de prédicateur furieux qui tente désespérément de rester calme : « le pouvoir syndical menace la démocratie ! » ainsi le pouvoir syndical menace la démocratie en France, mais l'exprime en Pologne !

Mais nous laisserons à la gauche et à ses partisans, de se faire une joie de la duplicité des politiciens de droite. Pour notre part, nous répliquerons, et nous nous adressons aussi à ceux qui se défendent de vouloir s'en prendre au droit de grève mais à ses « abus » dans les services publics, qu'une grève qui ne gêne personne est inutile, quoiqu'elle ne soit pas dirigée contre les usagers, et qu'en limiter le droit sous prétexte qu'elle dérange ces usagers lui serait une atteinte inacceptable et non une simple garantie contre ses « abus ». Nous rétorquerons aux politiciens conservateurs se faisant l'écho des plaintes émanant « des entreprises », que telle longue grève d'un service public met en difficulté, que ce qu'ils appellent « les entreprises », ce sont en réalité les propriétaires privés du capital social, autrement dit la classe capitaliste ; que le mouvement ouvrier s'est constitué précisément contre cette classe et qu'il est donc tout à fait normal qu'une action ouvrière lui porte préjudice. Et aux porte-parole de la droite qui, prétendant élever la contreverse à la hauteur des principes, soutiennent que les services publics ne sont pas de quelconques entreprises mais le bien commun de la nation toute entière, dont le gouvernement est la tête et l'appareil d'Etat le bras, et que par conséquent seul « l'intérêt national » doit guider leurs employés, nous leur répondrons que cette conception est purement abstraite et qu'elle masque une réalité bien différente. Personne n'ignore que les employés des services publics sont des travailleurs dépendants comme les autres, subissant pareillement, dans l'exercice de leur profession, des contraintes et des injustices, et ayant comme eux des intérêts moraux et matériels à défendre.

Or la gauche pourrait tenir un tel discours si elle était encore dans l'opposition. Mais les socialistes, depuis qu'ils sont au pouvoir, sont devenus tellement réceptifs aux arguments traditionnels de la droite conservatrice qu'il n'est pas du tout certain que face aux assauts répétés de leurs rivaux ils se maintiennent à propos de cette question du droit de grève dans une attitude de fidélité à leurs propres principes. Qui a trahi, trahira !

Les communistes, eux, seraient sans doute plus fermes que leurs alliés sur ce point. Malheureusement, on ne sait que trop bien que ce n'est pas pour eux une question de principe mais seulement d'opportunité historique.

En effet, s'ils donnent à penser qu'ils considèrent la grève comme un droit légitime de la classe ouvrière de France, ils n'en persistent pas moins à affirmer leur parenté idéologique avec les communistes des pays de l'Est où ceux-ci, maîtres exclusifs et permanents du pouvoir, ne reconnaissent pas le droit de grève. L'affirmation de cette parenté idéologique implique qu'eux aussi jugent inacceptable la grève dans un Etat communiste. Autrement dit, il est légitime que les travailleurs de France jouissent du droit de grève et que ceux des pays de l'Est en soient privés. A moins bien sûr que ce droit de grève ne devienne la « dernière arme des trusts », comme l'affirmaient les ministres du P.C.F. au lendemain de la Seconde Guerre mondiale !

Cette contradiction s'apparente à celle que nous avons dénoncée tout à l'heure chez les politiciens de droite. Elle s'en différencie cependant par son caractère absolu — la précédente n'était que relative — et par l'inversion des termes — ce qui est bien en France ne l'est pas dans les Etats communistes et inversement.

Mais quels qu'ils soient, socialistes ou libéraux, communistes ou démocrates, tous ont en commun une croyance, à savoir qu'aucun droit n'est légitime s'il n'est pas reconnu par la loi.

Pour nous, anarchistes, une telle croyance est absurde. Toute loi est une décision arbitraire d'une minorité d'imposteurs. Ou bien elle reconnaît un droit, et dans ce cas elle est inutile. Ou bien elle nie un droit, et alors elle est inique. Les droits de l'homme existent puisque les hommes existent. Ils sont un fait. Il n'y a donc pas lieu d'en solliciter la reconnaissance. Il suffit d'en user. Certes, la chose n'est pas toujours possible. Cela dépend du rapport de force entre les individus qui veulent user d'un droit et la puissance qui prétend s'y opposer. La loi consacre ainsi la domination des uns sur les autres.

Le droit de grève, comme tout autre, est inhérent à la qualité d'homme. Il est une forme parmi d'autres du droit de résistance à l'oppression. Avec ou sans autorisation, il y aura des travailleurs pour en user aussi longtemps que le salariat existera.

Jean Fonta

GRENADE

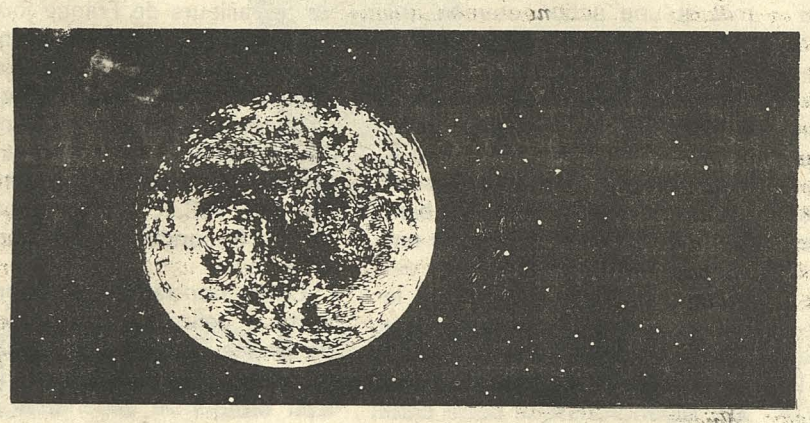
L'invasion de la Grenade s'est donc soldée pour les Etats-Unis par un succès militaire et un échec diplomatique. Les pertes en soldats ont été peu élevées, facteur important après le carnage de Beyrouth, l'ordre occidental règne à présent sur l'île et les prisonniers et blessés cubains ont commencé à être évacués. Par contre une importante majorité de chefs d'Etat, y compris dans le clan occidental, ont désavoué l'initiative américaine, et parmi eux Thatcher — rappelons que la Grenade fait toujours partie du Commonwealth — et Mitterrand. Ce dernier espère peut-être ainsi estomper le caractère impérialiste de la présence des troupes françaises au Tchad. L'O.N.U. a adopté à une écrasante majorité (108 voix contre 9, et 27 abstentions) une résolution réclamant le retrait de l'île de toutes les troupes étrangères. Reagan a accueilli cette résolution en déclarant : « cela n'a pas troublé mon petit déjeuner ». Le profond mépris affiché par les Etats-Unis à l'égard d'une institution internationale à laquelle ils appartiennent au plus haut niveau, puisqu'ils sont membres du Conseil de sécurité, pose à nouveau cette question : à quoi sert l'O.N.U. ?

Des élections libres devraient être organisées dans les mois à venir par le gouverneur de la Grenade, Paul Scoon, représentant de la Reine d'Angleterre, et qui avait été éclipsé sous le régime d'inspiration socialiste de Maurice Bishop. D'ores et déjà, l'expulsion de diplomates cubains, soviétiques et libyens a été décidée et un gouvernement intérimaire devrait être mis en place. La Grenade ayant rejoint manu militari le giron des démocraties, satisfaction et soulagement doivent dominer la conscience de plus d'un dirigeant occidental, malgré toutes les protestations qu'ils avaient pu élever à la suite du débarquement américain.

Les habitants de la Grenade n'ont pas accueilli les soldats américains comme de vulgaires envahisseurs ; malgré les bombardements et les victimes civiles, de larges tranches de la population ont affiché une certaine satisfaction de l'élimination d'Hudson Austin, le général qui avait pris le pouvoir le mois dernier, assassinant Bishop et provoquant la réaction américaine.

Si les habitants de la Grenade ne se sont pas mobilisés, hormis quelques membres des milices, pour défendre la « révolution », c'est que le système inspiré par Cuba ne correspondait pas aux aspirations de la population. Les slogans révolutionnaires ne soulevaient guère que l'indifférence, car on ne transforme pas une société en parachutant un système politico-économique issu d'idéologies rigides. Pour qu'une révolution digne de ce nom soulève l'enthousiasme populaire, il faut qu'elle soit issue du peuple et totalement contrôlée par lui.

L'impérialisme américain reste le seul bénéficiaire de toute cette affaire.



ARGENTINE : RETOUR À LA DÉMOCRATIE

EN 1976, les militaires justifiaient leur coup d'Etat comme une nécessité pour restaurer l'ordre et l'unité nationale. En cette fin 1983, ils s'éclipsent en laissant un pays saigné humainement et économiquement.

Depuis des mois déjà, la clique militaire ne gouverne plus vraiment, donnant l'impression de vouloir se « faire oublier » et organisant le retour au pouvoir des civils, à l'image de l'effondrement du régime des colonels grecs en 1974. Il faut dire que la « gestion » du pays par les généraux s'avère quelque peu désastreuse.

Dès leur prise du pouvoir, destituant Isabel Peron, veuve du dictateur mort en 1974, les militaires, et leurs économistes, annoncent leurs intentions : provoquer une concentration à outrance du capital privé, bloquer les perspectives des classes moyennes quitte à les faire disparaître, liquider des entreprises et des exploitations agricoles sans se soucier le moins du monde des chômeurs, dans le but d'inscrire l'Argentine dans la division internationale du travail et de l'intéger à la géopolitique des multinationales.

Aujourd'hui, l'Argentine est un des pays les plus endettés du monde avec 42 milliards de dollars de dette extérieure ; l'inflation galope, le chômage touche le quart de la population, la misère a gagné de nombreuses familles de travailleurs. La « réorganisation » économique s'est en fait traduite par de fructueuses spéculations financières pour les détenteurs de capitaux, mais catastrophiques pour le secteur productif industriel.

La guerre des Falkland, alors qu'elle devait masquer l'échec économique en recréant l'« unité nationale », s'est soldée par une déroute.

La répression sanglante qui a frappé par dizaines de milliers, ouvriers ou intellectuels qui refusaient de se courber et auxquels le qualificatif de « subversif » était systématiquement attribué pour justifier meurtres et tortures, ne fait pas illusion quant aux réelles motivations de la collaboration entre le patronat argentin et les militaires.

Les généraux se sont d'ailleurs prémunis d'avance de la curiosité d'éventuelles commissions d'enquête sur la répression, réclamées par des foules de manifestants qui « n'oublient pas », et se sont attribués l'absolution de leurs crimes. Les politiciens, radicaux ou péronistes, ne cachent pas leur peu d'enthousiasme à convoquer ces commissions ; les quelques officiers qui sont d'ores et déjà inculpés, le sont pour leur appartenance à des organisations d'extrême-droite et non pour leurs activités officielles.

Le péronisme a subit le 30 octobre une défaite historique que ses dirigeants n'osaient envisager et qui n'est peut-être pas étrangère à certaines ambiguïtés, dont le soutien apporté par des militaires à leur parti, et parmi eux le général Camps, une des plus sinistres figures de la répression.

Les radicaux argentins, qui ont des liens de parenté avec le M.R.G. français, et leur chef victorieux, Raul Alfonsin, ont annoncé leurs intentions : dans le cadre d'une « réconciliation nationale », renégocier avec le F.M.I. un échelonnement du paiement de la dette extérieure, puis relancer l'économie selon un schéma cher à nombre de social-démocraties, à savoir la relance économique par l'augmentation du pouvoir d'achat, et donc de la consommation, de la production... et des profits.

Même si la misère doit reculer, il est évident que les travailleurs argentins n'en n'ont pas fini avec l'exploitation. L'enthousiasme lié au retour à la démocratie après un septennat de terreur galonnée, ne doit pas faire oublier que cette démocratie ne met en rien un terme à la domination des classes possédantes. De surcroît, la C.G.T. est étroitement contrôlée par l'appareil péroniste, et gare à la manipulation à des fins de reconquête politique de la combativité ouvrière. La lutte des classes n'est pas terminée en Argentine, encore ne doit-elle pas, en fait d'émancipation des travailleurs, succomber aux stratégies politiciennes.

B. Rousselot

LE NORDESTE BRÉSILIEN

LE Nordeste brésilien vit dans la misère depuis déjà un certain nombre d'années et c'est dans cette misère qu'il a toujours dû faire face à une nature qui ne fait pas de cadeau, des périodes de pluies torrentielles alternant avec des périodes de sécheresse plus ou moins longues. C'est vrai que celle qui y sévit en ce moment l'est particulièrement mais il faut bien voir une chose : si le Nordeste meurt aujourd'hui ce n'est sûrement pas de cette longue période de sécheresse mais bien plutôt de cette misère accumulée depuis tant d'années.

Le Brésil en 1983, c'est une dette extérieure de 100 milliards de dollars, 150% d'inflation par an, un salaire minimum de 400 F par mois, mais surtout « 12 millions de familles sans terre, 6 millions de chômeurs, 20 millions d'analphabètes, 12 millions d'enfants sans école et de mineurs abandonnés, 40 millions de personnes mal nourries et/ou porteuses de maladies endémiques, plus de 30% de la population vivant dans un niveau de pauvreté absolue ou de misère » (1). Voilà le « miracle économique » des militaires qui ont pris le pouvoir le 30 mars 1964 avec l'appui des Etats-Unis.

Un miracle qui a débuté dans les années 70 quand le régime, après avoir écrasé l'opposition étudiante et ouvrière en multipliant la torture et les assassinats politiques déguisés, vend le pays aux groupes financiers internationaux et aux multinationales.

Le Brésil devient en même temps un pays coupé en deux : la région du sud-ouest (Rio, Sao-Paulo, Belo-Horizonte) est industrialisée à outrance, tandis que les inégalités régionales s'aggravent de plus en plus, Brasilia se chargeant de la répartition budgétaire entre les Etats, favorisant les uns au détriment des autres, avec pour seule considération des objectifs politiques et non économiques.

La région du Nordeste qui représente pourtant avec l'Amazonie les 3/4 du pays est laissée de côté. Enfin, pas complètement : les indiens d'Amazonie ne sont pas oubliés. On les assassine : ils gênent le passage de la Transamazonienne et nuisent à l'image que les militaires veulent donner du Brésil. En 1980, ceux-ci commencent à brader une partie de l'Amazonie à des compagnies étrangères qui déboisent des milliers d'hectares. Les populations indiennes ainsi que tous les petits paysans qui étaient venus s'installer pour défricher des terres promises par le gouvernement, sont chassés de ces terres ; puis, le déséquilibre écologique ne se fait pas attendre.

Aucune mesure n'a jamais été prise pour permettre au Nordeste de faire face aux sévères conditions climatiques auxquelles il se heurte. Et le Sud-Ouest s'est habitué à voir le Nord mourir de faim ou descendre remplir les « favelas » des banlieues de leurs grandes villes.

Le Fonds monétaire international vient de négocier avec le gouvernement brésilien une politique de réajustement, moyennant l'accord d'un prêt supplémentaire. Or, la finalité de ce prêt n'est pas, comme on pourrait le croire, l'apport d'une aide économique sauvant le peuple, mais ce prêt est tout simplement destiné à ce que l'Etat brésilien à la solde du capitalisme international, et le capital étranger ne perdent pas une quantité trop importante de dollars. Voilà à quoi va servir le prêt du F.M.I. En contrepartie, le gouvernement brésilien s'est engagé à saigner le peuple, la principale mesure qui doit être prise étant le réajustement de la loi salariale. Le gouvernement veut faire payer aux travailleurs une dette dont ceux-ci ne sont pas responsables en quelque façon que ce soit, et qui en plus a contribué à leur exploitation.

Teotônio Vilela préconise le moratoire, c'est-à-dire la cessation de tous les paiements sur une période de deux années. Le peuple brésilien n'a pas à payer, mais ni aujourd'hui ni dans deux ans. Une fois de plus et là de façon grossière, le gouvernement et l'Etat gouvernent contre le peuple. Les médias français ont beaucoup cité de chiffres et parlé de la sécheresse : ils ont soigneusement évité de dénoncer la réalité des pressions du F.M.I., ses conséquences pour le peuple brésilien, tout entier, ils ont aussi évité de rappeler le rôle qu'ont joué et que continuent à jouer les dîtes grandes puissances, Etats-Unis, R.F.A., France.

L'espoir vient maintenant de tous ceux qui sont en train de s'organiser spontanément, faisant ainsi échec à la dictature et palliant à la carence des partis politiques d'opposition qui demandent à un peuple assassiné depuis des années, d'attendre, encore, d'éventuelles élections. En 1980, les métallos de l'Etat de Sao-Paulo ont fait 41 jours de grève dans un pays où le droit syndical n'est pas respecté, malgré les arrestations des principaux dirigeants syndicaux, les pressions et surtout le manque d'un salaire d'autant plus minime qu'indispensable : on a vu naître au cours de cette grève une solidarité ouvrière impressionnante. Aujourd'hui le Sud-Ouest industrialisé, parce que touché à son tour par les effets du « miracle économique » regarde enfin vers le Nord et découvre, derrière la misère et l'horreur, une région, sans doute la plus belle du Brésil qui ne tardera pas à s'organiser elle-même.

Geneviève

(1) Cité par Téotônio Vilela du P.M.D.B., principal parti d'opposition.

SI VOUS ÊTES À AMSTERDAM, PASSEZ CHEZ WIJERS

DANS la partie nord du centre d'Amsterdam, tout près de la Gare Centrale s'élève l'ensemble Wijers, un gigantesque immeuble squatté, ayant une superficie de 16 000 m². Jusqu'en 1976 y étaient installés les établissements du plus grand négociant en textile de Hollande, la maison Wijers, qui comptait il y a 25 ans près de 1 000 employés.

Après des mois de réparations, l'ensemble, qui comprend environ 8 immeubles, a été squatté le 3 octobre 1981. Environ 5OO squatters venant des différentes parties de la ville se chargèrent de l'opération en présence de représentants de la presse et d'une équipe du journal télévisé (en général les squatters d'un ou deux quartiers seulement se chargent d'une telle opération).

Le premier groupe de 50 à 70 habitants a augmenté pour devenir le groupe actuel de 110 personnes. Il s'est avéré difficile de réaliser une structure stable dans un aussi vaste groupe d'immeubles. Le but initial était de faire occuper les immeubles par des communautés de 5 à 10 personnes. Divers groupes d'habitants seraient chargés de l'orientation et de l'organisation, et s'occuperaient de l'admission de nouveaux habitants, des questions financières, de la construction de nouveaux appartements etc. Cependant à l'heure actuelle personne ne sait au juste combien d'habitants occupent les immeubles.

Le fait que certaines parties des immeubles sont inutilisables en tant qu'habitations (celles entre autres où il n'y a pas de fenêtres), a fait naître un certain nombre d'idées qui ont pour but de créer des activités différentes. En outre, le manque d'établissements pouvant être loués à bas prix dans le centre de la ville, ajouté au fait que certains habitants n'ont ni travail ni allocation de chômage, a donné l'idée d'y commencer des petites entreprises. De palais d'adolescents (il y avait, surtout au début, un grand nombre de punks) voilà comment Wijers est devenu un centre d'habitation, de travail et de culture.

Effets politiques et juridiques

L'ensemble Wijers est la propriété de la plus grande multinationale de construction de Hollande, la H.B.M., qui a 80 filiales dans le monde entier. Aussitôt après le squattage, la H.B.M. a essayé de faire prononcer une sentence d'expulsion en se servant d'une combine juridique, qui a échoué au printemps 1982.

A cette même époque la H.B.M. adressa à la municipalité d'Amsterdam une demande d'autorisation pour bâtir un hôtel de la chaîne Holiday-Inn à l'emplacement actuel de Wijers. L'autorisation ne fut pas accordée : un accord devait être conclu entre la municipalité, la H.B.M. et Holliday-Inn dans lequel, outre les conditions de construction de l'hôtel, d'autres questions telles que parking, style d'hôtel, construction d'appartements à loyers modérés à côté de l'hôtel, etc. seraient réglées. En mars 83, cet accord fut présenté au Conseil municipal. Pour la première fois depuis le squattage, l'affaire Wijers devenait une affaire municipale.

Les idées que nous avions pour effectuer des changements dans l'immeuble ne prenaient corps que très lentement et restaient pour cette raison assez vagues. Pourtant nous commencions à les réaliser avec l'aide d'autres squatters, d'architectes, de spécialistes du planning. Nous avons tenté d'intéresser la ville à nos projets, afin d'arriver peut-être à persuader la municipalité de voter contre le projet d'Holliday-Inn. Bien que nous ayons obtenu beaucoup de soutien et que nos projets aient eu du succès, le Conseil municipal décida le 29 juin de bâtir l'hôtel à l'emplacement de Wijers. L'autorisation de démolir l'immeuble et l'autorisation de bâtir ont été délivrées au mois de juillet. Il n'y a pas encore eu de sentence d'expulsion des occupants de l'immeuble.

Activités

A côté d'un grand nombre d'appartements, Wijers comprend un restaurant, un magasin d'alimentation ouvert le soir, une galerie, un café, un bureau de construction, une piste de patin à roulettes, un acupuncteur, un magasin de vêtements d'occasion, une salle de concert, auxquels seront ajoutés très bientôt une cafétéria, un glacier et un cinéma, et j'en oublie sans doute.

Dans notre lutte contre Holliday-Inn nous avons mis au premier plan nos idées sur l'avenir de Wijers, afin de ne pas être relégués dans une position de défense et de réaction, et parce que nous sommes persuadés que nous avons un projet intéressant non seulement pour les habitants et les visiteurs actuels, mais pour la ville entière. Grâce à Wijers nous voulons faire front à la transformation du centre ville en centre d'affaires (bureaux, grands hotels, routes, disparition des appartements bon marché et des petites entreprises). A notre avis le centre d'Amsterdam intéressera beaucoup plus de personnes si Wijers y reste que si on y construit un immense hôtel, où logerait un nombre relativement petit de visiteurs et qui pour le reste n'aurait rien à leur offrir.

En outre Wijers veut s'occuper d'un grand nombre de projets intéressants, de travaux et d'activités multiples destinés aux jeunes, et ceci à un moment où la politique officielle n'a trouvé d'autre solution au chômage des jeunes que la réduction de leur allocations de chômage. Une cinquantaine de petites entreprises se sont déjà présentées pour s'installer dans l'immeuble.

Aide

Des groupes très divers sont venus offrir leur aide : architectes, économistes, spécialistes du planning, fonctionnaires de la municipalité, centres culturels, groupes de locataires, mouvements féministes, institutions culturelles, syndicats, le Conseil des églises, le Conseil de l'université, organisations syndicales de petits et moyens hôtels, etc. L'assemblée municipale du Parti du travail (parti socialiste-démocrate) a décrété qu'on ne pouvait pas encore prendre de décision à propos du projet d'Holliday-Inn. Mais la section du Parti du travail qui siège au Conseil municipal n'ayant pas respecté cette décision, la majorité du Conseil municipal a voté pour la construction du Holliday-Inn. Seuls le Parti communiste, le Parti radical et le Parti pacifiste-socialiste (qui possèdent ensemble 10 des 45 sièges du Conseil) nous ont soutenus.

Le congrès de travail Wijers qui a eu lieu fin mai a reçu environ 1 000 personnes, et 1 500 à 2 000 manifestants se sont rendus à la manifestation organisée fin juin.

Continuons

Nous n'avons pas l'intention d'attendre la sentence d'expulsion et ses procédures que nous ne connaissons que trop. Si celle-ci est prononcée, ce sera sans doute au printemps 1984. Nous continuons notre action d'après deux directives :

- *la poursuite des projets que nous avons développés pour Wijers en essayant d'y intéresser le plus grand nombre possible de personnes et de groupes habitant Amsterdam ;*
- *essayer de faire échouer l'accord conclu pour le Holliday-Inn.*

La construction de l'hôtel dépend de quatre parties : la municipalité, la H.B.M. (propriétaire et entrepreneur de construction), Holliday-Inn et l'A.B.P. (qui finance le projet et qui est la plus grande caisse de retraite de Hollande). Si l'une des quatres parties se retire, la construction de l'hôtel sera bien retardée ou même n'aura pas lieu du tout. Nous voulons exercer une telle pression sur ces parties pour qu'elles renoncent à l'accord conclu. La façon dont nous exercerons cette pression dépend de leurs « points faibles ».

Nous essayons d'exercer une pression sur l'A.B.P. grâce entre autres aux déclarations de groupes d'employés qui doivent verser l'argent de leurs cotisations de retraite à la caisse de l'A.B.P. En outre, un grand nombre de scandales (corruption, chantage, spéculations) auxquels est mêlé l'A.B.P. et qui ont causé pas mal de remous dans la presse néerlandaise ces dernières semaines nous aident à atteindre notre but.

L'élément le plus faible des quatre est sans doute le Holliday-Inn, car le succès de ce trust à milliards dépend de sa réputation auprès du public touristique des hôtels. Nous avons commencé par jeter des boules puantes dans ses succursales néerlandaises et par distribuer à l'aéroport de Schipol des tracts dans lesquels nous invitons le public à boycotter Holliday-Inn dans le monde entier. Cependant il n'est possible d'exercer une pression effective qu'au niveau international. Nous désirons dans ce but effectuer un appel urgent pour que dans le monde entier l'action soit engagée contre Holliday-Inn.

Wijers est plus qu'un immeuble squatté, plus qu'un groupe d'appartements à prix modéré dans une ville qui connaît une énorme crise du logement. Wijers fait front à la transformation des centres de ville en centres d'affaires, Wijers est pour une autre façon de développer le centre d'Amsterdam, pour créer des emplois et trouver des activités à des jeunes qui n'ont pour le reste aucune chance, pour laisser s'épanouir des activités culturelles dont personne ne s'occupe.

LA PAIX EN 1939

TANDIS qu'au delà des Pyrénées, les troupes de Franco finissent de liquider les dernières poches de résistance, tout en se préparant à la Seconde Guerre mondiale, la France accueille comme des pestiférés, les réfugiés espagnols en les internant dans les camps d'Argelès, de Saint-Cyprien...(1).

Ces années 38-39 si riches en bouleversements d'alliances, en faux espoirs (accord Laval-Staline, Conférence de Munich, pacte germano-soviétique) sont propices aux atteintes à la liberté d'expression et de réunion.

En effet les gouvernements français n'apprécient guère — et le font savoir — les journaux, les organisations qui se prononcent pour la paix et qui s'organisent au sein d'un Centre de liaison contre la guerre : les procès, les arrestations, les interdictions, les saisies de journaux, tel le *Libertaire*, *S.I.A.*, *Juin 36* (journal du Parti socialiste ouvrier et paysan, PSOP) se succèdent.

Pour prendre un exemple, jetons un coup d'œil sur les péripéties de *S.I.A.* l'hebdomadaire en France de la Solidarité internationale antifasciste, tout d'abord publié dans le *Libertaire*, puis à partir de novembre 1938 de façon autonome. Sur les traces du Comité pour l'Espagne libre impulsé par l'Union anarchiste, la section française de S.I.A. est créée en 1937 pour sauver les victimes des franquistes et des staliniens, et faire concurrence au Secours populaire du P.C.F., l'ancien Secours rouge rebaptisé aux couleurs tricolores par les nationaux-communistes, les « nacos » comme l'on disait alors.

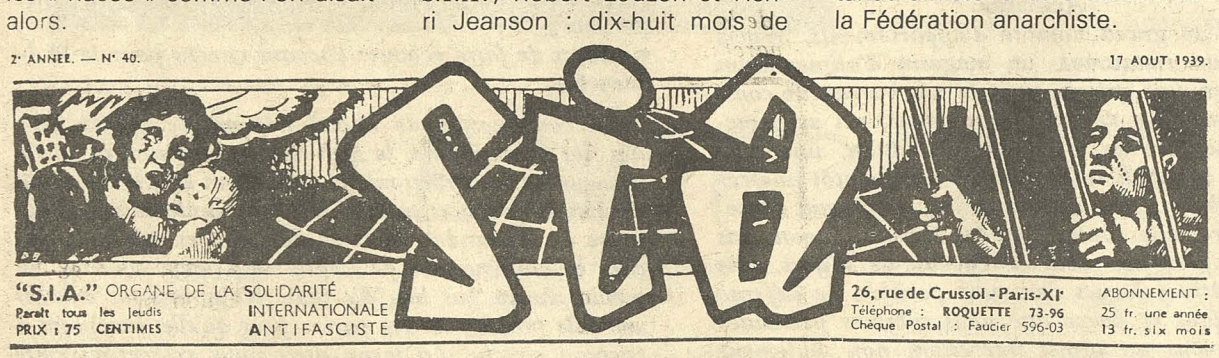
S.I.A., qui va donc se charger de collecter des vivres et des médicaments et aussi... des armes, puis l'aide aux réfugiés, aux internés, reçoit à sa création le soutien de nombreuses personnalités aussi diverses que des syndicalistes réformistes comme Belin, Georges Dunoulin, Jouhaux ; des écrivains : Victor Margueritte, André Chanson, Magdeleine Paz, Maurice Rostand ; le savant socialiste Paul Rivet ; le socialiste « oppositionnel » Marceau Pivert. Dans son hebdomadaire *S.I.A.*, s'expriment Henri Jeanson, Georges Pioch, Victor Margueritte, Sébastien Faure, Robert Louzon, Marceau Pivert.

Mais ces « cautions » n'empêchent pas les poursuites ; ainsi les deux responsables de *S.I.A.*, Lecoin et Faucier sont condamnés par défaut à six mois d'emprisonnement pour provocation de militaires à la désobeissance dans un but de propagande anarchiste », délit commis dans le *Libertaire* du 15 septembre 1938 (2). En avril 1939, *S.I.A.* est saisie sous le fallacieux prétexte que les deux pages en italien, et en espagnol qu'il contenait, en faisait « un journal étranger contrevenant aux lois établies ». Ce qui réduisit pendant six semaines *S.I.A.* à la clandestinité (format réduit, diffusion assurée par des postiers sympathisants...), mais ne l'empêcha pas de titrer, dans le numéro suivant l'interdiction : « Malgré l'état de guerre, nous lutterons pour la paix ».

Deux mois avant la déclaration de guerre, de nouvelles condamnations tombent à l'encontre des collaborateurs de *S.I.A.*, Robert Louzon et Henri Jeanson : dix-huit mois de prison pour avoir pris la défense du peuple tunisien après le massacre (lors) d'une manifestation anticolonialiste à Métlaoui. Evénement original, le gérant de *S.I.A.* Vintrignier, l'administrateur Faucier, le secrétaire de rédaction Lecoin sont eux aussi condamnés : deux ans de prison, pour le même motif qu'en 1938. D'autres « délinquants » furent poursuivis à la même époque, pour atteinte au moral des troupes et de la population : Fremont de l'U.A., Anderson et Scheck du *Libertaire*, Marceau Pivert, Jaquier (3), Goldschild du PSOP, René Lefeuvre et Weitz de *Juin 36*.

Ces événements n'empêchèrent pas Lecoin et Faucier de publier au début de septembre 1939, le fameux tract « Paix immédiate », mais ceci est une autre histoire... Les documents présentés aujourd'hui dans le *Monde libertaire* sont extraits du journal *S.I.A.* d'août 1939 (4). Ce sont la réponse d'Henri Jeanson — le talentueux collaborateur du *Canard Enchainé* — au président du conseil Daladier après sa condamnation, et un des nombreux communiqués de protestation, celui du *Libertaire*.

(1) A propos de l'exil espagnol, *Par delà l'exil et la mort* de L. Stein et *Vous avez la mémoire courte*, ouvrage collectif, respectivement 78 F et 60 F à la librairie du Monde libertaire.
(2) *Pacifisme et antimilitarisme* de Nicolas Faucier, 60 F à la librairie du Monde libertaire.
(3) Sur le P.S.O.P., *Simple militant* de Maurice Jaquier, 34 F à la librairie du Monde libertaire.
(4) Documentation du secrétariat d'histoire et d'édition de la Fédération anarchiste.



COMMUNIQUÉ DU LIBERTAIRE *D'AOÛT 39*

C'est encore un jugement inique et scandaleux que vient de rendre, contre le journal « S.I.A. », la 12e Chambre correctionnelle. Elle a condamné par défaut Robert Louzon et Henri Jeanson à 18 mois de prison et 500 francs d'amende et Lecoin, Faucier et Vintrigner, chacun à deux ans de prison et 1 000 francs d'amende.

Ils étaient poursuivis en vertu d'un décret-loi pour « atteinte à l'intégrité de l'Empire ». Les deux premiers comme auteurs d'articles « ayant pour but de soustraire à l'autorité de l'Empire une partie du territoire national ». En tant que secrétaire de rédaction et qu'administrateur de « S.I.A. », Lecoin et Faucier étaient également visés, ainsi que Vintrigner qui répondait en qualité de gérant du journal.

Ainsi, c'est la dictature avouée, puisque la liberté de la presse est ainsi supprimée, en fait par un décret totalitaire. Pour la première fois, non seulement sont victimes de la répression les signataires d'articles incriminés et le gérant, mais encore le secrétaire de rédaction et l'administrateur. Les principes élémentaires de la démocratie républicaine et de la liberté d'écrire sont rayés par un gouvernement qui s'appuie sur les ukases d'un seul homme ou d'une minorité spoliatrice.

La haine de classe égare décidément nos maîtres et le système répressif qu'ils tentent d'implanter, montre à quel degré le fascisme pénètre chez nous de jour en jour.

Plus que jamais, il importe que tous comprennent l'ampleur de la lutte qu'on nous livre et que tous ceux qui attachent encore un prix à la liberté, nous rejoignent dans le combat qui est engagé.

Il faut que la protestation grandisse contre le régime odieux auquel on voudrait nous soumettre.

Les jugements que rend une magistrature domestiquée, ne nous feront pas capituler.

Le Libertaire

VIVRE LIBRE ET NE PAS MOURIR

« NON : je ne me ferai pas tuer pour les conseils d'administration. »

Cette simple phrase me vaut, par défaut, dix-huit mois de prison, avec le motif : « A porté atteinte à l'intégrité de l'Empire, a tenté de soustraire à l'autorité de la France une partie du territoire sur laquelle cette autorité s'exerce. »

Si après celle-là je ne me prends pas au sérieux !...

Soustraire une partie du territoire ?

Pour la mettre où ?

Je vous demande un peu !

Sans doute assimile-t-on ma modeste personne à une partie du territoire et entend-on m'empêcher de soustraire ma silhouette de soldat de 2e classe aux prochaines corvées de tranchées ou aux caprices de l'adjudant de semaine.

Mille regrets, mon Daladier !

Cette partie du territoire qu'est mon corps imparfait, je n'en puis disposer à votre guise. Ma mère me l'a donnée en dépôt. Je la lui conserverai jusqu'à mon dernier souffle.

Mon corps est à moi.

Propriété privée.

Attention : chiens méchants.

Avec ou sans dix-huit mois de prison, je ne me ferai pas assassiner pour vos conseil d'administration, pour les conseils d'administration de vos amis, pour les conseils d'administration des amis de vos amis, non plus que pour les amis des amis des conseils d'administration des amis de vos amis.

Intolérable ! N'est-ce pas, mon Daladier ?

Que voulez-vous, mon empire à moi commence là où commence ma conscience et finit là où commence votre politique.

Et si quelque jour la fantaisie vous prenait de m'expédier en premières lignes, sous prétexte d'avaliser la signature de Laval ou de réparer les oublis de M. Poincarré, ne serais-je pas en droit de vous poursuivre, pour atteinte à l'intégrité de l'homme ?

Je suis un monstre, mon Daladier, un bon à rien, un cynique, un tire-au-flanc, un embusqué volontaire, je suis même ce qu'à l'« Action française » le délicat psychologue de service appelle un méprisable individu.

En effet, je ne crois pas aux vertus de la guerre, je ne crois pas non plus à l'héroïsme spontané, je ne crois pas que votre idéal vaille une minute de la vie d'un lapin de garenne, je ne crois pas à la pureté de vos intentions, je ne crois pas à ce que vous prétendez croire car vous n'y croyez guère vous-même, je ne crois pas au prestige de l'uniforme, à la grandeur du sacrifice, aux souffrances qui absolvent, au devoir accompli, à la noblesse de servir, à la mort glorieuse, à la victoire définitive, à la victoire en chantant, au chemin de la victoire, à la Place de la Victoire, à la victoire du droit, au droit à la victoire, à la victoire de la civilisation, à la civilisation de la victoire, au soleil d'Austerlitz, à la mort de Turenne, au miracle de la Marne, aux souffrances nécessaires, et quand on me raconte la charge de Reichshoffen, je songe aux pauvres chevaux qui n'avaient rien à voir là-dedans et qui pourtant sont morts, comme sont morts après eux, dans d'autres Reichshoffen, d'autres pauvres chevaux et d'autres cuirassiers qui, eux aussi, n'avaient rien à voir là-dedans.

Je ne crois pas qu'on sauve la liberté, en crevant dans la boue des tranchées.

Avez-vous entendu dire d'un mort : c'est un mort libre !

Je crois, au contraire, qu'on ne gagne rien et qu'on perd tout à crever. Tout : l'Alsace et la Lorraine, les discours de M. Pétain, les quatres saisons, l'amour, la confiance, le droit à la retraite, la mémoire, le caporal ordinaire, la mer, la forêt, les fleurs, les cinq sens, plus le sens du ridicule, l'esprit tout court et l'esprit de suite, les promenades au clair de lune et les baisers dans la nuit !

Je crois qu'en cassant sa pipe, on perd le goût du tabac.

Je crois qu'en mourant on perd le goût de vivre.

Et c'est pourquoi je me refuse, en dépit de vos dix-huit mois de prison, à mourir pour les conseils d'administration.

Je ne crois plus aux adjectifs, je ne crois plus aux mots. Ils ont trop servi, ces mots que l'on se passe et que l'on se repasse de politicien à politicien. Les mots nont seulement se sont usés, mais ils ont usé les choses.

Quand on disait la République en 89, cela avait une signification. De votre république, que reste-t-il ? Le mot. Le mot qui veille la chose. le mot qui n'est qu'une vieille pleureuse.

Vous les prononcez, ces mots, sans même vous en rendre compte et vous ne prenez même plus la peine de les habiller d'une intonation de circonstance.

Et vous voudriez qu'on croie à ces fantômes ?

« Défendre ses libertés par la guerre, c'est les abolir », écrit Giono.

Mais vous, vous faites mieux, vous les abolissez chaque jour, en refusant de les défendre.

Il n'est pas une nuit qui ne vienne, sans que le jour n'emporte dans le soleil couchant une liberté abattue au cours de l'après-midi par l'un de vos chasseurs, de sorte que, lorsque vous afficherez l'ordre de mobilisation, les hommes qui partiront laisseront derrière eux le cimetière de leur espérance et le corps déjà froid de la démocratie.

Prenez-le comme vous voudrez, Daladier, je ne me battrai pas pour ces cadavres-là !

Henri Jeanson

NOTES DE LECTURE

PACIFISME ET ANTIMILITARISME DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRE

Par Nicolas Faucier
Editions Spartacus

Nicolas Faucier en septembre 1939

QUELQUES semaines après la parution d'« Objecteurs, insoumis, déserteurs » de Michel Auvray, la bibliothèque antimilitariste (1) s'enrichit d'un ouvrage de Nicolas Faucier qui retrace les luttes pacifistes et libertaires entre 1919 et 1939.

Le parallélisme entre ces deux livres, bien que le second s'attache à une période bien définie de l'histoire antimilitariste et à l'analyse de son environnement socio-politique, est évident. Dans les deux cas, il s'agit de militants (et non pas d'historiens de faculté) apportant leur pierre à la construction de notre mémoire collective ; libertaires, ils ne craignent pas de dénoncer les crimes militaristes des politiciens de gauche ; ils lancent aussi, un cri de révolte et d'espoir face à la trique étatique. Ce qui les sépare ? Rien, 50 ans à peine, car N. Faucier, fidèle compagnon de Louis Lecoin (dont il est inutile de retracer la vie aux lecteurs du M.L.), à 83 ans, a voulu, pour notre compréhension du présent, rappeler quelques faits historiques. Ce témoignage, ce message, nous dit : « Vous qui prenez la relève, sachez cela ! Et faites mieux ! Pour que le combat ne s'arrête pas, pour que la lutte soit victorieuse ! ».

Le livre de Nicolas Faucier, nous rapelle tout d'abord la situation politique de l'après-Première Guerre mondiale, pour dégager les ferments de la prochaine ; et avant tout ce traité de Versailles qui transformait le peuple allemand en peuple d'esclaves. Et ce peuple rêvera de revanche, ou du moins de retrouver une dignité perdue, offrant ainsi au national-socialisme les marches pour accéder aux rênes du pouvoir, et plus tard à la conquête de l'Europe. Après... tout simplement l'engrenage, inexorable, vers la guerre ; le militarisme des uns (gouvernements socialiste et de droite, ligues patriotiques, cadres de l'armée, patronat) et les compromis suicidaires des autres (socialistes et radicaux) : avec le patronat (déjà !), avec les fascistes français (La Cagoule) ou étrangers (non-intervention en Espagne, annexion acceptée de l'Autriche, Traité de Munich, etc.), et avec l'armée (2).

Sans oublier, pour comprendre cet engrenage, la criminelle stratégie à géométrie variable du P.C.F. : antimilitariste souvent épileptique (3) avant le traité franco-soviétique, antifasciste et militariste après, neutraliste « surpris » après la signature du Pacte germano-soviétique, et..., mais c'est une autre histoire, patriote et résistant après l'invasion de l'URSS. Ces positions historiques du P.C.F., nous éclairent sur ses positions militaristes ou pacifistes, actuelles, sans parler de l'acceptation de l'Union de la gauche, puis contre, maintenant pour, et après... c'est selon les « conseils » du Kremlin !

La lutte des pacifistes et antimilitaristes fut dans ces conditions, désespérée. Nicolas Faucier nous retrace leur combat au sein des syndicats, comités, organisations internationales, décrivant principalement l'action des libertaires et des syndicalistes révolutionnaires, autour de journaux comme *S.I.A.* ou le *Libertaire*. Les thèmes de campagnes sont nombreux : contre l'occupation de la Ruhr, la guerre du Maroc, pour l'objection de conscience, pour l'aide aux antifascistes espagnols, contre le service militaire à deux ans, et tout cela à travers une foule de journaux, grâce à des ouvrages antimilitaristes ou de culture prolétarienne, par la construction d'une Association internationale antimilitariste. Le but est simple : lutter contre le fascisme et pour la paix. Se battre toujours et jusqu'au bout, malgré les saisies, les interdictions, les procès (*S.I.A.*, le *Libertaire*, l'Union anarchiste, voir page 10 de ce numéro), les arrestations, les condamnations.

Jusqu'à la fin, unir ses efforts et agir collectivement, malgré la mobilisation et la « drôle de guerre », refuser de capituler et sortir clandestinement le tract « Paix immédiate » à 100 000 exemplaires ; et lorsque tout est terminé, arrestation, continuer par son refus personnel et individuel, voilà l'histoire de ces réfractaires.

Pour conclure, laissons la parole à Nicolas Faucier devant la cour d'appel de Paris, en mars 1940 : « J'ai combattu le fascisme hitlérien, comme j'ai combattu la bourgeoisie capitaliste française sur le terrain de classe prolétarien. C'est pourquoi je refuse aujourd'hui de me battre sous le drapeau de cette même bourgeoisie..., persuadé que, lorsqu'elle sentira ses intérêts menacés par la vague révolutionnaire, elle n'hésitera pas à imposer une dictature du même genre que celle qu'elle prétend vouloir abattre ». (coût : 18 mois de prison).

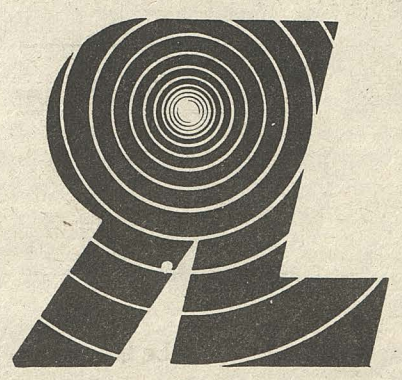
Un livre donc, que tout anarchiste, tout antimilitariste conséquent, doit lire, pour reprendre le flambeau, parfaitement conscient des difficultés, mais aussi, riche de l'expérience de nos prédécesseurs.

Pascal Bedos
Gr. Sacco-Venzetti

(1) Voir dans cette même page, la liste des livres, sur l'antimilitarisme et le pacifisme, disponibles à la librairie du Monde libertaire.
(2) En 1927, le groupe parlementaire S.F.I.O. a voté unanimement la loi de défense nationale instituant en temps de guerre, la militarisation de tous les français (depuis, en temps de paix, ils ont fait mieux : accord Hernu-Savary par exemple, ou non dénonciation des ordonnances de 59).
(3) Se souvenir d'Aragon et de son célèbre « je conchie l'armée française dans sa totalité », et de la rubrique des « Gueules de vaches » (dénonciations et portraits d'officiers) dans l'*Humanité*.

LIVRES SUR L'ANTIMILITARISME ET LE PACIFISME DISPONIBLES À LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Le cours d'une vie, Louis Lecoin ..... 35 F.
Ecrits, Louis Lecoin ..... 30 F.
Louis Lecoin et le mouvement anarchiste, S. Garel ..... 15 F.
Objecteurs, insoumis, déserteurs, de M. Auvray ..... 95 F.
Candide face au Moloch, Pierre Martin ..... 75 F.
Pacifisme et antimilitarisme, Nicolas Faucier ..... 60 F.



LA MACHINE A FABRIQUER LES DÉLINQUANTS

Par Jacques Lesage de La Haye
Editions de La Haye

COMME chacun sait, la délinquance est en augmentation. Attisé par une propagande sécurisante, ce phénomène fait aujourd'hui la une de tous les journaux. Mais si les raisons qui poussent un jeune à devenir délinquant sont relativement faciles à analyser, les moyens de l'en-sortir sautent rarement aux yeux.

En donnant la parole à des délinquants, des militants, des spécialistes, ce bouquin foisonne d'idées parfois contradictoires, mais toutes plus intéressantes les unes que les autres.

Des réflexions du Père Jaouen : « Un gosse qui ne peut pas chasser, ni pêcher dans les rues de Paris, parce que ce n'est pas possible, eh bien, le soir, il va pêcher dans les voitures », aux conceptions de Serge Livrozet : « Le dépassement de la délinquance s'effectue chaque fois qu'il y a élargissement du champ psychologique au champ politique », ce livre nous démontre une fois pour toutes les tares de notre système social. Mais il n'en reste pas là : tout en refusant le moralisme, la répression, l'assistanat et l'idéalisation du loubard, il envisage les moyens de « subvertir l'Etat » en l'attaquant sur tous les fronts : socio-économique, idéologique, culturel... et ceci par le biais d'un mouvement de vie alternatif ou par des actions spectaculaires et non violentes attirant la sympathie des gens (le 25 décembre, une centaine de Père Noël envahissent un supermarché, font main basse sur les jouets et vont les distribuer aux enfants des quartiers défavorisés).

Eric (Groupe de Lille)

LIVRES EN VENTE À LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Les syndicats dans les chemins de fer en France (1890-1910), Elie Fruit ..... 62 F.
Aspects de l'histoire de La-Seyne-sur-Mer, Patrick Martinenq. . 90 F.
Article 1er, Servin ..... 30 F.
Pacifisme et antimilitarisme, Nicolas Faucier ..... 60 F.
Histoire de l'anarchie, Max Nettlau ..... 79 F.
Les migrations montagnardes en France, Abel Poitrineau 98 F.
Quelques écrits, Adhémar Schwitzguebel ..... 50 F.
Contes et récits de la ville et de la campagne, René Bonnet ..... 36 F.
Anarchisme, écologie, luttes antinucléaire, Gr. d'Angers ..... 15 F.

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO LIBERTAIRE

• Jeudi 10 novembre : « La vie d'artiste » (16 h) : Colette Magny.
« Si vis pacem » (18 h) : chronique de l'Union pacifiste de France. Thème abordé : la guerre de 14-18 avec des « anciens ».
• (20 h) : Loup, Cabu, Siné, à propos de la revue de presse de Pollac.
• Vendredi 11 novembre : (9 h 30) : l'Union fédérale des consommateurs 11e et 12e : handicapés et consommation.
(11 h) : le tour du monde à vélo.
« De bouche à oreille » (16 h) : avec Henri Tachan.
(20 h) : Ghislain Bellorget, à propos de son reportage-photo en Afghanistan.
• Samedi 12 novembre : « Polar et surréalisme » (10 h) : Léo Mallet.
« Chronique syndicale » (12 h) : spécial P.T.T.
« Prisons » (18 h) : émission consacrée aux prisonniers.
« Uk'amau » (20 h 30) : Robert Jaulin, ethnologue de l'U.R.

« U'kamau » (20 h 30) : Robert Jaulin, ethnologue de l'U.E.R. Paris-VII.
• Lundi 14 novembre : « Quelle spiritualité pour demain ? » (14 h) : émission canulard sur les sectes.
« Voix libres » (15 h) : théâtre en direct sur Radio-Libertaire.
« Grand Angle » (22 h) : débat sur le cinéma avec Louis Delluc.
• Mardi 15 novembre : « La mémoire sociale » (10 h) : histoire du mouvement ouvrier.
« Les raisons de la colère » (18 h) : immigration, contraception, maternité, religion, etc.
• Mercredi 16 novembre : « Le bal des affreux » (10 h 30) : tout sur la chanson française, avec Yves Lecordier de la revue *Paroles et musique*.
« Tam-Tam » (18 h) : magazine antimilitariste de Radio-Libertaire.
« Allo maman bobo » (19 h) : émission médicale.

LE 11 octobre dernier Laurent Fabius, le ministre de l'industrie, inaugure le débat parlementaire sur « la stratégie industrielle de la France ». Déjà, l'an dernier à la même époque, Jean-Pierre Chevènement, l'ancien titulaire du poste qu'occupe actuellement Fabius, avait organisé deux journées de travail sur le thème : « Une politique industrielle pour la France » sans que cela change grand chose à l'évolution qui allait suivre.

En effet, après la frénésie de nationalisations qui a caractérisé le pouvoir socialiste et communiste à ses débuts, on s'est aperçu que les firmes nationalisées ont créé beaucoup plus de pertes que de bénéfices.

FAIRE LES POCHES AUX TRAVAILLEURS

Cette stratégie industrielle chère aux socialistes visait à rendre à la France une industie forte permettant de redresser la balance commerciale. Mais les grandes sociétés nationalisées ne sont plus l'élément moteur de l'investissement et du redressement industriels. Elles ont révélé des dificits jamais vus et on n'attend plus d'elles qu'elles réalisent des ouvertures vers l'étranger.

Ainsi, il va falloir payer, en plus des 7 milliards d'indemnités aux anciens actionnaires des firmes nationalisées, 12,8 milliards (une progression de 3,2% seulement sur l'an dernier) de dotations de capital aux firmes passées sous contrôle de l'Etat, dont plus de la moitié financeront les pertes de la sidérurgie et de la chimie, et alors que ces 12,8 milliards sont eux-mêmes nettement insuffisants par rapport aux besoins réels de ces sociétés. Les firmes nationalisées déficitaires absorberont 70% des dotations de capital, laissant quelques rognures (1,5 milliard) à l'électronique qu'on nous présente comme l'élément moteur de l'industrie.

Jouer la carte des P.M.E.

Alors on redécouvre les vertus de la petite entreprise, dynamique, créatrice d'emplois. « Nous sommes résolus à jouer à fond la carte des petites et moyennes entreprises » dit Laurent Fabius qui craint « qu'il ne soit très difficile dans les années qui viennent de créer beaucoup d'emplois dans les grandes entreprises ».

Parmi les objectifs que se fixe notre technocrate de service, figurent le développement de l'agro-alimentaire et l'électronucléaire. « Notre choix a été d'encourager l'emploi de l'électricité d'origine nucléaire massivement dans la consommation des ménages et des industries » ainsi que d'exporter cette électricité.

Le développement de l'électronique constitue une priorité, la France devant devenir « le troisième pôle électronique du monde ». Un gros effort de formation sera fait dans ce sens, puisque les écoles seront dotées d'ici à 1988 de 100 000 micro-ordinateurs à logiciel pédagogique (japonais ?).

Comme aucune bonne intention politique ne se fait sans créer de commission, Fabius nous annonce la création d'une Commission nationale tripartite de l'industrie, qui réunira les pouvoirs publics, les industriels et les syndicats et qui fera chaque année le bilan de la politique industrielle. Et pour motiver le bon peuple, on organisera en 1985 une « grande exposition sur les réalisations de l'industrie française ».

« Il faut donner envie aux jeunes d'aller vers le tissu industriel. Alors seulement ce débat aura servi à quelque chose » dit-il encore, sans préciser comment il fera pour donner envie au tissu industriel d'embaucher les jeunes (140 000 emplois ont été perdus dans l'industrie en 1982).

La révolution (industrielle) de Fabius

Nous sommes en train de vivre la révolution, dit encore en substance Laurent Fabius, mais pas celle à laquelle aspirent les lecteurs du *Monde libertaire*, non : la révolution industrielle, troisième du nom. A quoi Marchais répondait justement que « les résultats ne sont pas à la hauteur des efforts consentis ».

La production industrielle, dit encore Georges Marchais, ne progresse plus. Le déficit du commerce extérieur se ralentit « mais à cause de l'arrêt de la croissance et non pas par le redressement de notre industrie ». Et enfin, il y a encore la poursuite de notre endettement extérieur non seulement public mais aussi bancaire et privé ».

En fait, de « politique » industrielle, ou « stratégie », pour employer le terme de Fabius qui a voulu se démarquer de son prédécesseur Chevènement, on n'a jusqu'à présent que le bouchage des trous dans les services publics et les firmes nationalisées : Renault, déficitaire de 1,4 milliard ; Thomson de 2,2 milliards ; Rhône-Poulenc de 340 millions ; Pechiney de 3 milliards ; Sacilor de 3,7 milliards ; Usinor de 4,6 milliards ; Bull de 1,3 milliard ; Charbonnages de France-Chimie de 834 millions. Dans les services publics la S.N.C.F. accuse un déficit de 8 milliards en 1983.

Cela ramène à sa juste proportion la prétention de Fabius à développer les industries « d'avenir » à qui il ne restera pas grand chose quand tous les trous seront bouchés.

Une frénésie de nationalisations

Dès le lendemain des législatives qui ont confirmé la poussée à gauche des présidentielles, les députés ont entamé un marathon effréné pour nationaliser les principaux groupes industriels et financiers, à tel point que les parlementaires de l'opposition se sont plaints de ne plus avoir le temps de dormir ni d'avoir une vie familiale.

Les comptes rendus des débats au *Journal officiel* révèlent clairement cette rage de nationalisations qui frisait le règlement de comptes. Les socialistes pensaient qu'en nationalisant les grands groupes industriels ils contrôleraient l'industrie du pays. Enfin, pensait-on, il sera possible de mettre en œuvre une véritable politique industrielle conforme aux intérêts du pays.

C'était oublier que de toute façon il n'était pas nécessaire de nationaliser pour en arriver là. Les grands groupes industriels ont toujours été des instruments de la politique industrielle élaborée par l'Etat, parce qu'ils sont presque tous eux-mêmes des créations de l'Etat (Bull, C.G.E., le nucléaire) ; parce que l'Etat en était presque toujours le principal actionnaire ; et surtout parce qu'aucun de ces groupes n'aurait pu vivre sans les commandes de l'Etat dont l'ampleur contribue plus sûrement à orienter la politique industrielle que la nomination de quelques P.D.G. par le gouvernement : de ce strict point de vue, les nationalisations n'étaient pas nécessaires, sauf à rembourser grassement les anciens actionnaires.

C'est là une chose que les firmes multinationales ont découvert depuis longtemps : pour contrôler une société il suffit parfois d'en contrôler le marché, ou encore de posséder les brevets de fabrication, sans nécessairement en détenir une seule action.

Alors tout à coup, frisant le poujadisme, on découvre les P.M.E. à qui on confère les plus grandes qualités. Fabius découvre surtout qu'elles constituent 97% des entreprises industrielles, 50% des emplois et 20% des exportations, à un moment où il va falloir multiplier les licenciements dans l'industrie lourde et jouer au plus serré avec le déficit du commerce extérieur. Mais on voit mal comment la gauche, qui n'a pas su le faire pour les nationalisées, va pouvoir orienter efficacement les P.M.E., qui restent privées, et qui sont par définition allergiques au dirigisme de l'Etat. On voit mal également comment fera la gauche pour réussir à la fois à indemniser les actionnaires des firmes nationalisées, à sauver les vieilles industries déficitaires et à développer les industries « performantes ».

Faute de mener une véritable politique d'expropriation du grand capital en s'appuyant sur une mobilisation de la classe ouvrière, il restera à la gauche la solution habituelle qui consiste à faire les poches des travailleurs.

Raoul Boullard

RAYMOND DELORS JACQUES BARRE

*AU moment où Jacques Delors triomphait à l'Assemblée nationale avec son petit excédent de la balance du commerce extérieur, au moment où Yvon Gattaz, patron du C.N.P.F., se félicitait, au colloque de l'*Expansion *du 18 octobre, de la politique de rigueur du gouvernement et se réjouissait que pour une fois les syndicats se tenaient « à carreau » (voir le M.L. du 27 octobre), Raymond Barre, à ce même colloque, donnait une sorte de satisfecit au gouvernement puisqu'il déclara : « ...le changement va dans la bonne direction », bien qu'il survienne « après que beaucoup de dégats aient été faits ».*

Tout ce petit monde est en tout cas d'accord sur un point, et Raymond Barre a résumé l'opinion du gouvernement aussi bien que celle du C.N.P.F. : « Nous ne sortirons de la crise que si nous acceptons un transfert de charges des entreprises vers les ménages ».

Le point le plus intéressant de son intervention concerne cependant l'esquisse de « programme » qu'il trace ; en effet, la France devrait selon lui miser sur trois cartes :

- *La carte de la liberté ;*
- *La carte de l'ouverture sur l'extérieur ;*
- *La carte de la solidarité.*

Ce qui, en langage décodé, signifie :

- *hausse des prix, baisse des salaires, et licenciements ;*
- *accélération du rythme d'exportation des capitaux, dont les investissements à l'étranger sont plus rentables, c'est-à-dire intégration accrue à l'impérialisme ;*
- *maintien, voire hausse des cotisations sociales.*

Jacque Delors, encore lui, disait à peu près la même chose que Raymond Barre, le lendemain même 19 octobre, à l'Assemblée nationale. Evoquant le problème de l'assainissement de l'économie, il nous apprend que « dans aucun pays on n'a pu concilier cet assainissement avec le maintien du pouvoir d'achat, la stabilité du chômage et un investissement dynamique. C'est une donnée de fait et je ne vois pas pourquoi, par quel miracle, les petits Français échapperaient à ces contraintes qui s'imposent à l'ensemble de l'Europe ».

Entre Delors et Barre, les « petits Français » finissent par ne plus s'y retrouver tellement ils disent la même chose...

R.B.

DEVINETTE

DANS ce pays européen de 50 millions d'habitants, 3 millions d'entre eux n'ont aucun chauffage, 4 millions vivent dans des logements humides, 1 million ont des salles de bains et des W.C. communs à plusieurs familles.

Sept millions d'habitants auraient besoin d'un manteau chaud et d'une paire de chaussures de rechange ; 3,4 millions n'ont pas les moyens d'acheter des vêtements neufs et portent des vêtements d'occasion.

Sept millions d'habitants ne mangent de la viande qu'une fois par semaine. Dix millions d'habitants ne prennent même pas une semaine de congé hors de chez eux ; 2,2 millions ne peuvent pas fêter Noël.

Il s'agit de la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher, dont les conservateurs de tous les pays célèbrent la politique économique de rigueur et dont un sondage, cité par *Le Monde* du 6 octobre, révèle la triste situation.

Il serait intéressant de savoir si ceux qui sont concernés par ce sondage faisaient partie des « supporters » de la Dame de fer lors de sa coûteuse équipée des Malouines.

A quand le même sondage pour la France, comme ça, rien que pour voir !

R.B.